

**L'insubmersible Kamerhe
avait engagé la guerre d'une vie**

THE SOFT

THE INTERNATIONAL DRC LEADING NEWSPAPER

international

SINCE 1989

N°1606 | MERCREDI 24 AVRIL 2024 | 20 PAGES €7 \$8

**Haïme
gratuite**



Quand l'aversion s'abat sur lui, le ministre Nicolas Serge Kazadi Kadima Nzuji prend de l'altitude : il renonce à réclamer justice. DR.



LE SOFT INTERNATIONAL A ÉTÉ RÉPERTORIÉ À NEW YORK PAR LE QUOTIDIEN THE NEW YORK TIMES COMME UNIQUE NEWSPAPER EN ZONE AFRIQUE CENTRALE.

Qui cherche à régler des comptes au ministre Nicolas Kazadi

Le ministre des Finances Nicolas Serge Kazadi Kadima Nzuji a-t-il tripoté avec des dossiers de l'État ? Ces dernières semaines, la «twittosphère» s'est enflammée comme jamais dans le pays ces dernières années. De mémoire d'observateur, jamais en effet une telle furie ne s'était autant abattue sur un homme public, un officiel couru à l'étranger, considéré. Une «armée» numérique rangée, décidée pour en découdre et finir le travail au point d'interpeller des esprits cartésiens sur la norme professionnelle et l'existence de la politique.

D'abord le fond. Nicolas Serge Kazadi Kadima Nzuji revenu lundi 22 avril au pays, de retour d'une mission officielle à Washington DC où il a discuté de la sixième revue du programme avec le FMI, en a donné un aperçu de la situation gouvernementale actuelle, mettant en lumière les implications de cette revue pour la stabilité économique et la croissance du pays, et dont il a rendu compte aux Congolais dès le lendemain mardi 23 avril sur la Rtn, étable des arguments. Calme, sans faire montre d'aucune anxiété, il n'en est pas moins apparu interloqué face au Soft International qu'il a reçu peu après qu'il a atterri.

Des forages d'eau surfacturés ? Certes, face à ce que cela coûte habituellement, les chiffres entendus sur les réseaux sociaux choquent. Mais quand l'explication arrive, l'émotion tombe. Tel ce témoignage décapant de la première ministre Judith Sumimwa Tuluka. Dans une autre vie, notre Cheffe du Gouvernement fut fonctionnaire au PNUD. Elle confie avoir été

à la manœuvre d'un programme de trois forages d'eau potable dans la ville de Kisangani.

«Son prix de revient était au total de plus de 1 million de \$US». Soit, pour un forage, plus de 300.000 \$US! Or, ceux qui font débat représentaient un prix beaucoup plus bas ! Pourrait-on imaginer le PNUD se laisser détourner des fonds aussi facilement ?

Précision : il ne s'agit pas d'un forage. Il s'agit d'une station de forage. « En fait, explique le ministre au Soft International, c'est exactement ce type de projet dont parlent des réseaux sociaux congolais : il s'agit de stations de forages ». Entre un forage qui peut coûter entre 40.000 \$US et 70.000 \$US selon la profondeur pour atteindre la nappe d'eau et une station de forage, il existe une différence de fond.

«TOUT EST FAUX, ARCHI-FAUX».

Outre cela, le dossier n'est pas du ministre Nicolas Kazadi. Il date de l'époque de son prédécesseur, José Sele Yalaghuli (ministre des Finances sous Sylvestre Ilunga Ilunkamba du 6 septembre 2019 au 28 avril 2021) présenté par l'un de ses collègues ministre du Développement Rural, Guy Mikulu Pombo nommé également le 6 septembre 2019, sorti des tiroirs par un autre ministre du Développement Rural François Rubota Masumbuko (en fonction depuis le 13 avril 2021).

Pour remettre le dossier sur la table et le vanter en Conseil des ministres, Rubota ne manqua pas d'argument : la campagne électorale ! Elle pointait à l'horizon. Elle comporte des exigences, réclame des actions sociales de visibilité. « L'eau c'est la vie ». Mais l'importance du prix présenté par Rubota secoue l'argenter national qui



Quand l'aversion s'abat sur lui, le ministre Nicolas Serge Kazadi Kadima Nzuji prend de l'altitude : il renonce à réclamer justice. DR.

réclame une révision à la baisse. Le prix passe de 398.000,00 \$US à 298.000,00 \$US par forage. Soit moins que le forage du PNUD construit à Kisangani.

Et l'autorisation de non-objection requise à la DCGMP, la Direction Générale du Contrôle des Marchés Publics, un service de l'État dépendant du ministère du Budget vint rendre potable le dossier. Quant au paiement d'un total de 73 millions de \$US, qui ne sait que dans un gouvernement, cela ne relève pas toujours de la seule responsabilité du ministre des Finances. En l'espèce, le visa du chef du Gouvernement, le Premier ministre Jean-Michel Sama Lukonde Kyenge fut requis. Sur le dossier d'acquisition des lampadaires (des kits solaires) pour la ville

de Kinshasa dont il est aussi question de surfacturation (5.000 \$US), là, non plus, le ministre des Finances ne manque pas d'arguments.

Ce fut un dossier vanté et porté par le gouverneur de la ville de Kinshasa Gentiny Mbaka Ngobila et réalisé, explique «l'armée numérique», «sans l'implication de l'autorité urbaine». À nouveau, le gouvernement avait face à lui la campagne électorale. Donc, des actions sociales attendues. Et la pression sans cesse exercée par la ville. Si une somme de 13 millions de \$US a été débloquée, les fonds ont été placés sur un «Compte Hôtel de Ville/Investissement» séquestre ouvert à la banque Sofibanque, actionné par la ville elle-même, sous surveillance de l'Inspection Géné-

rale des Finances et du ministère des Finances. Les documents existent. S'agissant des 27 millions de \$US payés à un homme dont on dit qu'il serait le cousin du ministre, Nicolas Kazadi est formel : « Cela est faux et archi-faux. Je ne connais pas cet homme », nous déclare le ministre.

QUAND LA FURIE S'ABAT SUR LUI.

La forme. Avant de produire une nouvelle, la mettre à la portée du public, il y a une morale professionnelle, une éthique à observer. Il faut s'assurer de son hygiène si le diffuseur à la moindre considération, le moindre respect de la population : vérifier, contre-vérifier l'information ; requérir l'avis de la partie adverse sauf si l'on cherche à salir inutilement.

Face au Soft International, le ministre Nicolas Serge Kazadi Kadima Nzuji a la main sur le cœur : «Moi, je fais juste mon travail mais cela me suscite de la haine. À l'extérieur où mes efforts sont reconnus à leur juste valeur, je passe pour l'homme le plus demandé. Cela justifierait cette haine ?» Le mensonge, ça marche ?

Question : Pourquoi Nicolas Serge Kazadi Kadima Nzuji est l'objet de cette haine ? Pourquoi ces médias n'avaient pas voulu entrer en contact avec lui ou avec ses services ? Avaient-ils opté carrément pour le mensonge pour gagner en audimat et monter en puissance ? Sait-on que le monde vit à l'ère du faux ? Hier, dans les écoles de journalisme, le premier enseignement que l'on donnait aux apprentis était de leur faire assimiler les questions de Lasswell formulées dans les années 1940. Qui ? Quoi ? Où ? Quand ? Comment ? Pourquoi ? QQQQCCP. Qui (dit) quoi (à) qui (par) quel moyen (avec) quel effet ? Who says What to Whom in Which channel with What effect ? Les 5 ou 7 questions strictes de Lasswell qui faisaient hier l'information, fondaient le journalisme.

L'arrivée du smartphone qui a ouvert l'âge de l'Homo Numericus ou de l'Homo Smartophonius a-t-elle signé la mort du journalisme, ouvert la page du mensonge, tué la politique ? En politique, si l'on veut réussir, doit-on mentir, s'en prendre à l'autre avec assez d'aplomb, avec assez de relais qui répéteront le mensonge ? Avec l'homme qui profère des énormités sur son adversaire récompensé le jour du choix, le monde est passé à l'ère «post-factuelle»/«post-vérité» ! Certes, le mensonge fait monter l'audience.

« Plus le mensonge est gros, mieux il passe ». Joseph Goebbels, le ministre d'Adolf Hitler de la Propagande (1933-1945), avait tellement raison. Lui dont le nom est indissolublement lié à l'emploi des techniques modernes de manipulation des masses, est cité pour le modèle de la propagande des États totalitaires ! Voltaire confirme Goebbels : « mentez, mentez, il en restera toujours quelque chose ».

Et cette phrase de Goebbels ou de Hitler lui-même : « Un mensonge répété dix mille fois devient vérité ». Tout comme une variante de Vladimir Lénine : « Plus le mensonge est gros, plus les gens y croiront ».

Avec l'outrance réitérée ad nauseam que l'on voit sur les réseaux sociaux portée par des influenceurs par Facebook, Twitter, Whatsapp, Youtube, etc., éléments de nouveauté dans la diffusion de masse, voilà qui donne une vitalité sans précédent au mensonge. « Le critère de vérité, le critère factuel, la discussion et la démonstration comme méthodes sont déclarés nuls et non avenus, brutalement expulsés ».

Que reste-t-il de la politique ? faut-il assister sans réaction à l'effondrement de la politique, de la disparition des repères, et de mouvements tectoniques à l'échelle globale ? Le mensonge porté à un tel niveau d'outrance, de détestation, d'exécration, d'aversion, de jalousie, contre un incontestable premier de classe trouve-t-il encore un sens ? Quand l'outrage injuste s'abat sur lui, Nicolas Serge Kazadi Kadima Nzuji prend de l'altitude, il accepte de renoncer à réclamer justice. Reste l'interpellation de la corporation. Si elle veut exister, elle doit inspirer le respect.

LE SOFT INTERNATIONAL

L'insubmersible Kamerhe avait engagé la guerre d'une vie

Kamerhe a arraché le perchoir face à deux prétendants, Christophe Mboso N'kodia Pwanga et Modeste Bahati Lukwebo qui venaient de présider chacun l'une des chambres législatives. Le Président de la République n'aurait pas voulu imposer un homme. Il avait suggéré que les Députés membres de la majorité présidentielle les départagent. « Le Présidium de l'Union sacrée de la nation me charge, comme responsable de la première force politique de la coalition majoritaire, d'inviter les députés nationaux de la Majorité pour l'élection primaire en vue de la désignation d'un seul candidat au poste de président de l'Assemblée nationale », a écrit dans le communiqué d'Augustin Kabuya Tshilumba, membre du Présidium et Secrétaire général de l'UDPS, Union pour la démocratie et le progrès social, parti présidentiel. « Ladite rencontre électorale aura lieu ce mardi 23 avril 2024 », a-t-il précisé. Il avait fallu deux jours de concertations, samedi et dimanche, autour du Chef de l'État Félix Tshisekedi, pour que l'Union Sacrée de la Nation, USN, lève l'option d'organiser des primaires pour désigner le futur président de la Chambre basse du Parlement », a expliqué à l'Agence Congo Presse un membre de l'USN. Les députés sont invités, au siège du Parlement, à départager les « concurrents » : Modeste Bahati Lukwebo, Christophe Mboso N'kodia Pwanga, Vital Kamerhe Lwa Kanyiginyi Nkingi. « Cette procédure est mise en place pour éviter les frustrations et l'arbitrage



Kamerhe est un homme de contacts et de réseaux. Un homme captivant. Un vrai séducteur. DR.

du Chef de l'État qui s'apparente dans ces circonstances comme de la dictature », a réagi un conseiller politique du président Tshisekedi. La mise en place du bureau de l'Assemblée nationale tarde à cause des ambitions des acteurs politiques de la majorité qui tiennent à tout prix à occuper ce poste. Les élections de décembre 2023 avaient donné le camp du président Tshisekedi vainqueur aux législatives. Les partisans du président avaient raflé plus de 450 sièges. Aucun parti ni regroupement politique inscrit à la CÉNI n'a pu réunir la majorité de 251 députés à l'issue des législatives de 2023, au regard des résultats définitifs publiés par la Cour constitutionnelle. Néanmoins, la coalition de l'Union Sacrée du président élu Félix Tshisekedi est largement majoritaire avec plus de 400 députés. En termes de poids politique au sein de la

nouvelle Assemblée nationale, l'UDPS-Tshisekedi vient en tête avec 69 députés. Conformément aux textes, la présidence de l'Assemblée nationale de la quatrième législature devait revenir au parti présidentiel, selon un analyste politique qui a requis l'anonymat. « Dans la présente désignation issue des primaires, l'UDPS a cédé le poste par commodité politique, démontrant par là son long combat pour le partage des responsabilités », a-t-il fait remarquer. Résultat des courses : Bahati : 69 voix, Mboso : 109, Kamerhe : 181. Plus de débat. L'insubmersible Kamerhe appelé aussi VK. Extraits : Tryphon Kin-kiey Mulumba, Une Histoire du Congo, de Mobutu à Tshisekedi.

Il avait tout, il suffisait de... J'ai rencontré Vital Kamerhe Lwa-Kanyiginyi Nkingi pour la première fois en 2002

à Sun City. Dans cette magnifique cité touristique d'Afrique du Sud se tient le Dialogue inter-congolais. Kamerhe, un homme de contacts et de réseaux. Un homme captivant. Un vrai séducteur. L'assassinat à Kinshasa le 16 janvier 2001 du président Laurent-Désiré Kabila change tout au Congo. (...) Commandant en chef de l'armée de terre, son fils, Joseph, âgé de trente ans, est choisi pour succéder à son père. Les proches du défunt le présentent comme le seul homme à même d'assurer le consensus et de trouver le compromis. Joseph Kabila annonce des mesures qui vont dans le sens de ce qu'attend l'Occident rejoint par la sous-région : libéralisation de la circulation des devises, loi sur les investissements, abolition des prérogatives de la très redoutée Cour d'ordre militaire dans le domaine des affaires civiles, libre fonctionnement des

partis politiques, ouverture du dialogue inter-congolais avec la levée des obstacles à la mission de l'ancien président botswanais Ketumile Masire désigné médiateur par l'Union Africaine, etc. (...). À ce dialogue, le professeur Guillaume Samba Kaputo, docteur en science politique qui, sous Mobutu, a été plusieurs fois gouverneur dans plusieurs provinces et ministre, passe pour le plus qualifié des Katangais qui entourent le jeune président. Il forme avec Kamerhe, un duo de rêve à la tête de la délégation gouvernementale. Samba Kaputo est conseiller spécial du président en matière de sécurité. Commissaire général adjoint du gouvernement chargé des relations avec la mission onusienne MONUC, puis commissaire général du gouvernement chargé du suivi du processus de paix dans la région des Grands lacs, Kamerhe est dans son rôle à Sun

City. Il se fait appeler « l'attaquant de base et de pointe » pour sa virulence contre une délégation de la rébellion du RCD-Goma déplorable. (...). Kamerhe qui a, depuis, pris le nom de « Le pacificateur », est à l'œuvre même si certains lui refusent cette appellation. Lui qui, pour être, pour rester, pour perdurer, a nargué tout. Lui qui a livré les batailles les plus féroces. Même contre ce Rwanda, pays qu'il connaît le mieux, dont il se dit le plus proche, dont il parle la langue, qu'il a retrouvé le 13 mars 2019 après la victoire à la présidentielle de Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo. Lui qui est revenu à Kigali le 26 mars 2019 aux côtés du Président de la République. Toujours avec la même chaleur. Augustin Katumba Mwanke avait prédit un destin funeste à Kamerhe. Un destin qui paraît tant hanter cet homme. Samedi 20 juin 2020,

à la chambre foraine de la prison centrale de Makala, un jugement est tombé : vingt ans de travaux forcés, dix ans de non-éligibilité après l'accomplissement de la première peine. Au total : une peine de trente ans. Outre la confiscation des fonds et des biens meubles... Une catastrophe ! Comment cet homme en est-il arrivé là, lui qui a tout été, a fait tant rêver ? Comment en est-il arrivé à cet exploit ? Il y a certainement une opinion pour contester le verdict, croire à un procès politique. Augustin Katumba Mwanke avait eu l'honneur, me dit-il, de me recevoir en tête-à-tête deux fois. Deux jours d'affilée. Une première fois à son minuscule bureau officiel de deux bâtiments qui furent des salles de classe désaffectées d'une concession privée de Procoki cédée à l'AMP, l'Alliance de la Majorité Présidentielle. Quatre heures durant. Une seconde fois, le lendemain, à quelques encablures de Procoki, à nouveau quatre heures durant, dans une autre minuscule pièce qui lui servait de bureau dans une petite bâtisse contiguë de son habitation, non loin de la Jewels International School of Kinshasa, l'école indienne de Kinshasa. La première fois, le tout puissant « Vice-président de la République » sinon « le Président de la République en personne » - comme l'appellent les chancelleries - visé dans un fauteuil quelconque, fond en larmes quand il évoque la mort de Guillaume Samba Kaputo en août 2007. Une mort survenue en Afrique du Sud, officiellement, des suites d'un arrêt cardiaque. Puis, il m'annonce sa décision de quitter son poste de Secrétaire exécutif de la Majorité Président

(suite en page 5).

Tout réside dans le casting

Dans la vie, ce qui compte c'est le cerveau : intelligence, expérience, connaissance, compétence, performance, capacité de voir, de distinguer, de juger, d'anticiper.

La première femme Premier ministre de l'histoire du Congo. Il faut féliciter Mme Judith Suminwa Tuluka. Elle a percé le plafond de verre.

Mais dans la vie, ce qui compte, ce n'est pas le genre féminin ou masculin. Homme ou femme, on est tous des hommes, dit-on. Des humains. Avec nos hauts et nos bas, nos qualités et nos défauts.

Dans la vie, ce qui compte, c'est le cerveau : l'intelligence, l'expérience, la connaissance, la compétence, la performance. La capacité de voir, de distinguer, de juger, d'anticiper.

Et, dans la vie, le tempo a un rôle. La politique est un mandat, la politique a une mission.

Qui, à ce stade ? Quoi à ce stade ? Pourquoi à ce stade ? N'oublions rien : tout aujourd'hui est l'Est. Tout aujourd'hui est la Sécurité. Tout aujourd'hui est la Défense. Il faut au Congo revendiquer son Respect.

Dans la vie, il existe des échecs. Ils sont plus que les réussites.

Que l'on soit homme ou femme, tous connaissent les échecs et les réussites. Tous ont connu des échecs et des réussites.

La France a connu deux femmes Premier ministre Édith Cresson, elle a succédé à un homme Michel Rocard. Une Socialiste. Elisabeth Borne, elle a succédé à un homme Jean Castex. Une Socialiste. Aucune n'a marqué l'Histoire. Le Royaume-Uni a connu deux femmes au cours des dernières décennies : Margaret Thatcher, Première ministre; Élisabeth II, Reine d'Angleterre. Deux conservatrices. Elles ont marqué l'Histoire et le monde. Mme Judith Suminwa Tuluka, notre Première ministre, par son cursus, par ce que le Congo voit, par ce que le Congo entend, inspire confiance. Elle a l'intelligence, l'expérience, la connaissance, la compétence. Reste le casting qu'elle saura/devra faire, ce qui lui permettra de mettre en place une équipe. Tout est dans le casting. Tout. Bonne chance Maman Première Ministre. Que vive le Congo.

@KKMTRY ■



Nommée le 1er avril 2024 par ordonnance présidentielle, Mme Judith Suminwa Tuluka est la nouvelle Première ministre du pays. Un événement historique pour la femme et pour le Kongo Central, sa province d'origine. DR.

La Première ministre pourrait annoncer fin mai ses ministres

Elle poursuit sans discontinuer ses consultations en vue de la mise en place de son équipe gouvernementale. Bientôt un mois depuis sa nomination comme cheffe du gouvernement (à constituer), la Première ministre

Judith Suminwa Tuluka a fini de recevoir les groupes politiques. Lundi 22 avril, elle a accueilli des membres de la société civile, des syndicats, le conseil national des jeunes, l'Union Nationale de la Presse congolaise, l'association des professeurs, etc. Elle souhaite mettre en place une équipe gouvernementale

resserrée d'un total de 45 membres, ministres et vice-ministres contrairement au dernier gouvernement Jean-Michel Sama Lukonde Kyenge qui fut composé de 57 membres.

DES CHEFS DE PARTIS MIS DE CÔTÉ ?
Selon diverses sources, Mme Judith

Suminwa Tuluka met un point d'honneur à promouvoir la parité et à introduire de nouvelles figures politiques. La formule retenue serait que pour prétendre à un poste ministériel, un groupe politique doit compter au moins de dix députés nationaux, en clair 1 portefeuille pour dix députés, deux pour 20 députés.

Elle aligne par ailleurs ses vues avec celles du président de la République Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, qui milite pour un renouvellement des personnalités au gouvernement et une meilleure représentation féminine. Mais, nombre de dirigeants de partis politiques reçus à ce jour à l'Hôtel du

Gouvernement - l'immeuble intelligent - ne comprendraient pas qu'ils soient mis de côté quand des rumeurs non encore vérifiées font savoir que les listes de noms demandées et attendus devraient mettre de côté les chefs de partis politiques et comporter trois noms devant chaque poste. Une autre lutte se

dessine aussi autour de la place accordée à la société civile. Parallèlement, les regroupements politiques concernés ont commencé à soumettre les listes de leurs candidats. Selon des sources, l'annonce de ce nouveau gouvernement pourrait intervenir à la fin du mois ou au début du mois de mai, au plus tard.

Il se fait appeler «l'attaquant de base et de pointe»

(suite de la page 3).

tielle.
« Je n'en peux plus avec ces traîtres » qui siègent au Bureau politique de l'AMP, me dit cet homme trop puissant mais aussi trop détesté au point où quand il perd la vie, en février 2012, dans un mystérieux crash aérien survenu à l'atterrissage du jet privé, sur la piste de Kavumu, à Bukavu, au Sud-Kivu, à bord duquel il avait pris place, ses amis ne veulent pas laisser son corps passer une nuit à Kinshasa. (...).

Le jour de la rencontre dans la concession de Proco-ki, Katumba Mwanke m'explique que la politique ç'en était fini pour lui. Que désormais, il avait décidé de consacrer sa vie à protéger « le Chef, le Raïs ». Il ne voulait plus se mêler des hommes politiques (...). Pendant des tours de passe-passe, Kamerhe qui avait co-présidé la délégation gouvernementale à Sun City, avait dû se retrouver de justesse dans ce partage contraint de se contenter d'un maroquin de bas niveau, le ministère de l'Information et de la Presse qu'un ancien journaliste de radio résidant en Afrique du Sud, Barnabé Kikaya Karubi, avait sportivement accepté de céder. (...).

Je l'écoutais longuement, longtemps, sans réagir sauf pour dire à cet homme de petite taille, physiquement frêle, qui s'essayait sur la dernière rangée de l'hémicycle, que nombre de ses collègues à l'Assemblée nationale ne connaissent pas tellement qu'il n'avait jamais pris la parole une seule fois, et qui n'attire pas de regard quand il est dans les travées, que s'il voulait « vraiment protéger le Président », il n'avait pas à quitter son poste de Secrétaire général du Bureau politique de la Majorité Présidentielle, une structure qui enferme de grosses pointures susceptibles de faire mal.

Au contraire, il devait garder ce poste, travailler en interne à changer ceux qui y siègent, faire bouger



Kamerhe qui a pris le nom de «Le pacificateur», est à l'œuvre même si certains lui refusent cette appellation. DR.

les lignes de sympathie auprès de ce cercle et auprès des Congolais qui ne connaissent pas son Chef.

Katumba Mwanke ne m'avait pas entendu. Il ne se passa pas une semaine qu'il officialisait son départ. L'annonce en fut faite un jour de décembre 2009 par son adjoint, un homme aux ordres, un Mobutiste repent, Louis Alphonse Koyagiolo Ngbase te Gerengbo qu'il désignait à sa succession mais dont l'avenir politique sera trop étrangement bref. (...).

Co-fondateur du parti présidentiel PPRD dont il fut le premier Secrétaire général de l'histoire, Kabila lui confia en 2006 la direction de sa campagne présidentielle. Au lendemain du triomphe électoral, Kamerhe se voit tout refuser mais parvient à enlever la présidence de l'Assemblée nationale par un vote massif des députés du PPRD et des opposants.

Poussé à la porte de sortie trois ans plus tard par ses camarades du PPRD pour avoir critiqué l'appel fait par Kabila aux troupes rwandaises de venir au Congo se battre aux côtés des forces loyalistes contre des mouvements armés, Kamerhe se maintient à son poste trois mois durant mais doit abandonner son marteau quand ses coéquipiers s'éloignent de lui et démissionnent en bloc.

S'il broie du noir, Kamerhe organise son rebond. Il crée une année plus tard en décembre 2010 son propre parti politique, UNC, l'Union pour la Nation Congolaise, avant de se porter candidat à la Présidentielle du 28 novembre 2011. Les chiffres officiels de la Commission électorale nationale indépendante lui accordent 7,74 % des voix. Résultat dont il est fier. (...).

Quand le régime Kabila fait face à une crise politique sans précédent et prépare un « glissement » de mandat, Kamerhe prend la tête d'un groupe de personnalités de l'opposition qui participe en septembre et en octobre 2016 à un énième dialogue, celui de la Cité de l'Union Africaine boycotté par toutes les têtes couronnées de l'opposition occupées à une grande rencontre qui ouvre ses travaux en juin 2016 à Genval dans une banlieue cossue de Bruxelles. Kamerhe s'était laissé convaincre par le médiateur de l'Union Africaine, le Togolais Edem Kodjo que Kabila lui donnerait la direction du Gouvernement qui en sera issu mais ce poste va à l'un des membres de sa délégation. Le 17 novembre 2016, l'ex-UDPS Samy Badibanga Ntita a été nommé Premier ministre contre toute attente. Kamerhe est effondré. Littéralement ! Mais la crise per-

due et, face à son ampleur, les évêques catholiques ayant activement saisi la rue, réclament un plus large consensus... Très fortement contesté par l'opposition, Kamerhe monte néanmoins en puissance, rallie le dialogue des ecclésiastiques.

Le dialogue du Centre inter-diocésain qu'a rejoint le Rassemblement de Genval qui donne lieu à l'Accord de la Saint-Sylvestre. Mais, à nouveau, le 18 mai 2017, Kamerhe loupe la primauté. (...). La forteresse ne s'ouvre pas pour Kamerhe même s'il entretient de bonnes relations avec des membres de la famille biologique du président.

Mais qui a dit que les carottes peuvent être cuites? Certes, les carottes peuvent être cuites, elles ne le sont néanmoins pas pour tout le monde. En tout cas pas pour des acteurs de trempe. Car voilà qu'une présidentielle se prépare fiévreusement et que tous «aujourd'hui plus que jamais», font bloc contre Kabila. Fayulu, Bemba sorti de prison à La Haye, Katumbi Chapwe, etc. Ces deux derniers interdits de course par une CÉNI aux ordres. Katumbi fut très proche de Katumba. Il n'a pas oublié Kamerhe. Cet « étranger » - venu de Kinshasa - qui, dans la ville de Lubumbashi où Katumbi est un mo-

narque absolu, ose l'affronter publiquement et l'humilier sur ses terres ! Président de l'Assemblée nationale élu fin décembre 2006 et qui doit encore faire ses preuves, Kamerhe atterrit sur la piste de la capitale cuprifère. Il a été désigné pour représenter le Président de la République aux festivités de l'indépendance le 30 juin 2007.

Ce Kamerhe - du lointain Kivu - estime qu'il lui revient à lui et à lui seul, à son titre de représentant personnel du Président de la République, non de se précipiter à aller s'asseoir à la tribune d'honneur, mais de passer les troupes en revue, d'être accueilli par le gouverneur au pied de la tribune au terme de ce passage des troupes. Un air déjà de Président... avant l'heure !

Le roi du Katanga oppose un refus catégorique. Le début des cérémonies attendra tant que l'accord n'aura pas été trouvé entre les deux hommes.

Le roi reste dans son palais, attendant un règlement de la crise. Spécialiste de la parade, Kamerhe s'éloigne. Il fait intervenir le Président de la République. Des députés de la délégation, avec Augustin Katumba Mwanke qui fut gouverneur ici sous Mzee, assistent incrédules à la bagarre. Quand Moïse apparaît, debout, dans la limousine réhabilitée ayant

appartenu autrefois à l'autre roi du Katanga, l'autre Moïse (Tshombe), nul ne sait comment l'affaire s'est négociée.

Dans la course pour cette présidentielle de novembre 2018, Kamerhe a réussi un autre exploit : se faire adouber aux diverses rencontres anti-Kabila qui recherchent, sous une médiation internationale, un candidat commun susceptible d'affronter avec succès le dauphin de Kabila, les pays de la région, reprenant des thèses occidentales (l'Amérique de Trump veille, elle, qui a fait venir à Kinshasa sa représentante aux Nations Unies Nikki Haley revêtue d'un titre d'envoyée spéciale de Trump avec un message sans équivoque) ont juré de ne plus voir Kabila tenter de se succéder à lui-même.

L'initiative qui consiste à faire barage à Kabila ou à l'un des siens, est menée par un team d'organisations sud-africaines qui, soudain, se trouve en rupture de fonds. Qu'importe !

D'autres milieux anti-Kabila - le collectif des miniers très décédés - prennent la relève, mettent la main à la poche et, début novembre 2018, la rencontre de Genève a lieu. Attiré dans les filets, Kamerhe n'est pas au bout de ses peines. Le séducteur hors pair n'a vu venir aucun coup quand il lui est assuré que c'est lui et lui seul

qui serait désigné candidat commun. Par un curieux vote - en l'espèce, tout sauf un mode de sortie de crise - ce candidat sera l'homme le plus faible du groupe, Martin Fayulu Madidi qui a promis que s'il était élu Président, il organiserait des nouvelles élections dans les deux ans de son pouvoir et s'en irait. Pour remettre à ses mentors que la CÉNI a, à tort ou à raison, invalidés !

Plébiscité président du Rassemblement après le décès de son père, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo qui aurait dû logiquement lever cette candidature commune, a aussi été roulé dans la farine. Colère et deuil

parmi ses proches qui n'avaient jamais envisagé une autre candidature que la sienne et qui annoncent, bien avant que la nuit ne tombe, ce même 11 novembre 2018, le retrait de la rencontre et, aussi incroyable que cela, Kamerhe qui a senti le vent souffler, l'a rejoint. La donne a changé. Ainsi naît, le 23 novembre, à Nairobi, sous l'égide du président kenyan Uhuru Kenyatta, la plateforme électorale CACH, Cap pour le Changement, que consolident à Kinshasa, des personnalités clés et qui va porter Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo au pouvoir. (...).

Ce CACH légitimé qui a porté le fils du Sphinx au pouvoir et dont le nom revient de temps à temps dans certaines bouches, qui n'a pu vraiment exister, est l'ombre de lui-même. Voyant l'arrivée d'hommes pouvant l'effacer de ce cercle, faut-il s'assurer qu'on est seul face au Président expliquant que cela est mieux ainsi ? (...). Il peut compter sur l'Est, les Sud et Nord Kivu comme sur une armée numérique faite d'Amazones acquises voire aller à l'étranger où il compte des amis Chefs d'État et vante une amitié (...).

Tryphon Kin-kiey Mulumba, Une Histoire du Congo, de Mobutu à Tshisekedi.

De Mobutu à Tshisekedi Une histoire du Congo

par Tryphon Kin-kiey Mulumba

Avait-il un cœur d'artichaut? Qui ne connaît Ngundu Koyi n'est pas du pays Mbala de Masimanimba. Ngundu Koyi ou Ngundu Sala Koyi, ce territoire du lion ! Pas une chèvre n'y allait brouter l'herbe sans se trouver face au félin ! Pas un membre de la gent féminine ne pouvait lui résister sur le territoire !

Longtemps, j'ai abhorré ce surnom donné à mon père par la contrée. Il semble qu'au gré de nos déplacements dans les secteurs de Kitoy et de Mokamo, Joseph Kinkiey « Ngundu Koyi/Ngundu Sala Koyi » fit des conquêtes tant il fascinait ! Avait-il un cœur d'artichaut ? À mon père, je ne connaissais que deux épouses. Originaire du village de Kindundu dans le secteur de Kitoy, Marie-Louise Ngamaboko est ma mère. Deuxième de ses enfants, je compte Charlotte, ma sœur aînée et Jean, mon frère cadet. Je compte des petites sœurs, Josée, Claire, Sophie, Léonie, Bébé. Je compte deux demi-sœurs, Jacqueline et Valentine et un demi-frère Grégoire, l'aîné de trois garçons. Je suis le deuxième de ces garçons. Nous avons grandi dans une famille fusionnelle. Les deux épouses de mon père s'entendent comme larrons en foire. Marie-Louise appelle « Ya » (aîné/e en langue Mbala). L'autre épouse est issue du village de mon père, Pukusu, dans le Mokamo. Si mon père choisit Marie-Louise comme celle avec qui



Le système électoral congolais se trouve au cœur d'un débat récurrent. DR.

il achève sa vie, les enfants nés du premier lit restent à la maison. Au fond, je ne me souviens pas avoir assisté à une montée de fièvre chez nous. Joseph Kinkiey est agent à la C.K.É, la Compagnie du Kasai et de l'Équateur, une société belge qui produit et exporte de l'huile de palme. Sur la noix cueillie dans des palmeraies quand des villageois montent par une corde sur le long tronc lisse de l'Élaeis d'où ils détachent le régime de fruits, les Belges s'appliquent à construire une toile d'araignée à même de démarrer le développement. En ces années-là, Kitoy et Mokamo comptent un réseau de transport, des pistes carrossables, des ponts et des bacs, des camions d'évacuation, une flotte de barges, des usines de transformation, des écoles, des centres de santé, des plantations d'élevage, des abattoirs, des chambres froides, des magasins de commerce général, etc. Si les contraintes, les abus,

les conflits fonciers sont légion, le palmer à huile fait de la C.K.É la Gécamines du pays Mbala. Sur le continent africain, le Congo est alors le premier exportateur d'huile de palme et, au monde, le deuxième après les Indes. Ngundu Koyi/Ngundu Sala Koyi est chef magasinier à la C.K.É. Il est rare qu'en deux ans, mon père ne quitte pas un centre commercial pour un autre. Si ce perpétuel tour dans la contrée ne facilite pas la scolarité des enfants, il assoit la famille dans l'imaginaire collectif. Nul doute, mon parcours à venir tire profit de ce nom que je porte : Tryphon Kin-kiey Mulumba, fils de magasinier. Mes amis me regardent avec envie. Ils croient que chez nous, on ne meurt jamais de faim ; que la sardine et le bœuf en conserve, la morue séchée et la sauce tomate, des aliments à succès des chaînes alimentaires belge, grecque et portugaise, qui font défaut dans d'autres maisons, sont à notre

portée. À dire vrai, cette posture est loin d'être fausse. C'est le lieu de dire ma pleine reconnaissance à mon père Joseph et à mère Marie-Louise.

JE SUIS FILS DE MASIMANIMBA.

Je suis né à un poste C.K.É, la Compagnie du Kasai et de l'Équateur, juché sur la colline qui surplombe Moshi, la rivière qui sépare Kindambi de Kindundu. Un 4 septembre? Tout jeune, j'ai retrouvé une carte de naissance tellement abîmée. Et j'ai pris acte. C'est à Kindambi, dans le territoire de Masimanimba familièrement appelé Masi que Joseph fait connaissance de Marie-Louise qui deviendra sa compagne de vie. Grand-mère Gona n'a eu de cesse de me raconter certains soirs quand il m'arriva de passer des vacances chez elle, comment elle s'enflamma à la vue de cet étranger à la peau claire et à la voix de baryton et comment elle flancha quand il lui demanda si elle accepterait

de devenir sa belle-mère. Grand-mère n'a que des belles histoires sur ce bel homme venu d'ailleurs... Hélas ! Kindambi, peu à peu, disparaît de la carte. Aujourd'hui, en me rendant à la cité de Kitoy, le chef-lieu du secteur du même nom, je m'aperçois que les cinq ou six maisons de paille restées en place se vident chaque jour de leur population. C'est toujours quatre ou cinq femmes couvertes d'un pâle pagne portant chacune un bébé et une multitude d'enfants de même taille qui accourent vers mon véhicule à chaque fois que je passe. En chants et danses, ils scandent sans arrêt « Kinkieyi, Kinkieyi, Kinkieyi, Kinkieyi, Kinkieyi ». Une façon de me dire que je suis l'un des leurs ? Un geste de reconnaissance qui m'émeut et qui fait que je ne peux passer sans m'arrêter. Je me demande toujours si ces enfants savent qui je suis ou s'ils savent de ce village tombé en ruines et si

leur chant n'est pas une interpellation. Marie-Louise Ngamaboko est issue d'une grande famille unie. S'il arrive que le bon vivant Joseph Kinkiey se déleste de ses charges de père, sœurs, frères, cousins, cousines de ma mère voire ma grand-mère me prennent en charge. Ils sont tellement nombreux. Je n'oublierai pas Ma Miyambi, Ma Nsiasa, Ma Membila, Ma Suzanne, Ngwashi Martin, Ngwashi Kabemba, Ngwashi Mubalu, Ngwashi Munyonga, etc. Au fond, je dois aussi ma réussite à cette fratrie. A-t-elle senti, dès le départ, que je serais la chance de la famille ? À tour de rôle, chacun m'accueille chez lui et s'assure que rien ne me manque. Malgré nos fréquents déplacements, je sais, à chaque instant, où je me rendrais en congé de Pâques ou à celui de Noël et où j'irais passer les grandes vacances. Au rythme de ces mutations, j'ai bourlingué à Kalonda, Saka, Kitoy, Mokamo, Yasa, etc., dans ce pays Mbala, Yansi, Ngonogo, Songo, Wungana, Suku, etc. Mais, au fond, j'avoue être un produit de la Congrégation des Frères Joséphites de la mission catholique de Kinzambi, dont le siège est à un jet de pierre de Kikwit, la grande ville du Kwilu. Une Congrégation fondée le 24 septembre 1937 par un missionnaire jésuite belge, le père Joseph Guffens. C'est à l'ISMY, l'Institut Sainte Marie de Yasa, une école des Frères Joséphites dans le territoire de Masimanimba, que je débute mes années de secondaire. À la lisière d'un bois, nos dortoirs ressemblent à d'immenses hangars. À la tombée de la nuit, à 19:00' précises, dans les années 1960, un frère jésuite donnait un coup de sifflet. Moment de tout arrêter pour nous rendre dans nos dortoirs et nous coucher sur des nattes de raphia posées sur un sol de ciment mais pas avant de nous être mis à genoux et d'entonner une prière implorant le Seigneur Dieu afin qu'il donne la mort au premier ministre du pays Patrice-Émery Lumumba ! Jeunes à l'école catholique dans ce pays de l'artiste-chanteur Baudouin Mavula, sans que personne ne nous dise rien, nous étions convaincus

que Patrice-Émery Lumumba était le diable que Dieu devrait punir sans attendre. La crise dans la capitale Léopoldville (aujourd'hui Kinshasa) bat son plein. Proclamée le 30 juin 1960, l'Indépendance tourne au cauchemar. Le premier ministre a outragé la Belgique. Au siège du parlement, à Léopoldville, devant le roi des Belges Baudouin 1er, Patrice Lumumba venait de prononcer un discours au vitriol non annoncé au programme. « Nous avons connu que la loi n'était jamais la même selon qu'il s'agissait d'un Blanc ou d'un Noir : accommodante pour les uns, cruelle et inhumaine pour les autres. Nous avons connu les souffrances atroces des relégués pour opinions politiques ou croyances religieuses. Exilés dans notre propre patrie, notre sort était vraiment pire que la mort elle-même », déclare haut et fort le Premier ministre devant une assistance contrastée. Des mots si puissants qui tombent si mal après ceux prononcés peu avant par le président Joseph Kasavubu et le roi Baudouin. Un coup fumant pour les nationalistes à un moment de grande solennité mais qui déchaîne les foudres belges. Face à cet incident majeur, le clergé catholique a choisi son camp. En pleine guerre froide, présenté comme un pro-communiste, Patrice Lumumba est pour l'Occident l'homme à abattre sans attendre. Invité à Washington, l'administration américaine lui propose un appui politique contre un appel aux firmes américaines mais Lumumba repousse l'offre. Le Premier ministre veut voir les Congolais bénéficier des richesses de leur pays. « Un manque flagrant de coopération faisant de lui un électron libre à éliminer », écrit Arnaud Zacharie. (...) Le 5 septembre 1960, peu après 20:00', le président de la République Joseph Kasavubu annonce à la radio que Lumumba a trahi la tâche qui lui avait été confiée. Le texte a été rédigé par le ministre belge des Affaires étrangères Pierre Wigny. Kasavubu énumère les griefs retenus (Suite en page 7).

Les cinq gagnants des scrutins de 2006

(Suite de la page 6).

contre le Premier ministre et en tire les conséquences : « J'ai jugé nécessaire de révoquer immédiatement le gouvernement ».

Kasavubu annonce en même temps avoir révoqué des ministres lumumbistes : Rémy Mwamba, Christophe Gbenye, Anicet Kashamura, Antoine Bolamba, Jacques Lumbala, Antoine Gizenga. Une heure plus tard coup de théâtre : sur les mêmes ondes, à trois reprises, le Premier ministre révoqué annonce, à son tour, avoir démis le président de ses fonctions. La confusion atteint son comble.

Le 14 septembre, Joseph-Désiré Mobutu, commandant en chef des forces armées nommé par Lumumba, annonce que « l'Armée nationale congolaise a décidé de neutraliser le Chef de l'État, les deux gouvernements rivaux en présence ainsi que les deux chambres législatives. Les politiciens pourront ainsi avoir le temps d'essayer de se mettre d'accord afin de mieux servir l'intérêt supérieur du pays ». (...).

Placé à résidence surveillée sous la garde de l'armée de Mobutu et des casques bleus des Nations Unies, Lumumba s'évade en novembre 1960. Il est retrouvé peu après par un hélicoptère de l'armée fourni par les États-Unis. Arrêté, ramené dans la capitale, extradé au Katanga chez ses pires ennemis, il est assassiné le 17 janvier 1961.

Le clergé catholique crie victoire. Mais à Léopoldville, la crise politique s'intensifie. Des partisans de Lumumba sont poursuivis. L'un d'eux est originaire de la province du Kwilu. C'est Antoine Gizenga Fundji qui fut vice-premier ministre sans fonctions dans le gouvernement Lumumba. L'homme se retranche à l'Est où il crée en décembre 1960, avec des forces de gauche lumumbistes, la République Libre du Congo-Stanleyville qui sera reconnue par vingt-et-un pays d'Afrique, d'Asie et d'Europe de l'Est parmi lesquels l'Union soviétique, la République populaire de Chine, la Yougoslavie, l'Allemagne de l'Est, la Tchécoslo-



Kitenge yesu, «l'Homme Organe», en tête-à-tête avec le Président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo. DR.

vaquie, la République arabe unie, le Ghana, la Guinée, le Mali, le Maroc.

Gizenga dont le pouvoir gagne en puissance dans toute la partie Est, au Centre et au Sud du pays, demande aux nations occidentales de transférer leurs ambassades à Stanleyville (aujourd'hui Kisangani) si elles ne veulent pas voir leurs diplomates expulsés du pays. Si l'annonce de la mort de Lumumba fragilise le gouvernement à Léopoldville, celui-ci cherche à désamorcer la crise en ouvrant des négociations entre les deux gouvernements, menées en mars à Stanleyville par Cléophas Kamitatu Massamba, l'un des fondateurs, avec Antoine Gizenga, du parti PSA, le Parti Solidaire Africain dont le Kwilu est le fief.

Gizenga accepte les conseils de son frère du Kwilu et regagne Léopoldville. (...).

En 1963, c'est un autre fils du Kwilu, Pierre Mulele qui fait parler de lui dans le pays. Ancien ministre de l'Éducation nationale dans le gouvernement Lumumba, Mulele est à Stanleyville, de 1961 à 1964, à la tête du gouvernement Gizenga comme premier ministre. À la base de la création d'un Conseil National de Libération, CNL, Mulele lance une rébellion féroce, les Simba, qui fait sombrer le Kwilu dans des massacres. Deux territoires, Idiofa et Gungu, sont particulièrement touchés. Écoles et couvents des religieux chrétiens dévastés, digni-

taires catholiques européens égorgés vif. En juin 1964, la rébellion abat, dans une embuscade, le chef d'état-major de l'armée nationale. Grâce à l'appui de la Belgique et des États-Unis, l'armée gouvernementale parvient à vaincre la rébellion. En septembre 1968, Mulele se rend au Congo-Brazzaville où il trouve refuge. Mais Mobutu lui tend un piège. Il dépêche son ministre des Affaires étrangères Justin-Marie Bomboko Lokumba is Elenge pour négocier le retour de Mulele en lui promettant l'amnistie générale décrétée dans le pays.

Le 29 septembre, en compagnie du ministre Bomboko, Mulele regagne Léopoldville où il est arrêté le 2 octobre. Un tribunal militaire siégeant à huis clos dans un lieu secret condamne à mort « l'héritier spirituel de Lumumba ». Dans la nuit du 2 au 3 octobre, alors qu'il était toujours vivant, ses tortionnaires lui arrachent les yeux, les oreilles, le nez, les parties génitales, lui amputent les membres et jettent le tout dans le fleuve. Le Congo-Brazzaville n'avale pas cet épisode. S'ensuit la guerre des ondes. Les relations diplomatiques sont suspendues.

Dix ans plus tard, bis repetita. La mère de Mulele et l'un de ses fils sont tués à leur tour. Le Kwilu est dans le viseur de Mobutu. (...)

Le système électoral congolais est au cœur d'un débat récurrent. Mais la classe

politique refuse de l'aborder avec franchise. Avec la grande suspicion qui couve, le courage est mauvais conseiller. Quitte à apprêter des dossiers, à les conserver prudemment dans des tiroirs en attendant qu'un jour arrive.

Parmi les problèmes qui se posent à notre système électoral, il y a son mode électoral. Quand un pays fait face à une crise économique et financière systémique, que son budget n'atteint pas les 5 milliards de \$US, son système de santé inexistant tout comme ses infrastructures routières et autres, que la pauvreté et la misère sont légion, qu'est-ce qui explique, hormis l'irresponsabilité politique, que le Congo doive consacrer à ses élections des sommes aussi astronomiques de plus de 1 milliard de \$US quand dans la sous-région, des pays disposant d'un budget quatre fois plus élevé à celui du Congo, attribuent quelques millions aux dépenses électorales ? C'est un débat qui aurait dû être mis dans l'agenda politique et lancé depuis de longues années. Il aurait réglé nombre d'avatars qui bloquent le Congo. Dans ses meetings populaires légendaires, Mobutu l'aurait abordé sans retenue et aurait obtenu un consensus. Autres temps autres mœurs ? Il n'est nullement question d'éviter les élections ou d'enterrer la démocratie. Mais si une élection dénote une volonté d'ouverture démocratique, il en faut

plus pour la démocratie. La question de fond consiste à éviter que les élections ne viennent compromettre le développement.

Autre débat du mode électoral congolais : il porte sur la possibilité pour un candidat indépendant d'obtenir un mandat électif. Nul doute, le principe de liste électorale avec plusieurs noms prenant la course offre un avantage aux partis et aux regroupements politiques. Ces listes multiplient les chances d'obtenir un mandat voire plusieurs mandats alors que celle d'un candidat indépendant ne comporte qu'un seul nom. Du coup, ce candidat doit s'investir plus que les organisations s'il veut rester dans la course et gagner.

Quand le 30 juillet 2006 ont lieu les premiers véritables scrutins du pays, aucun observateur ne donne la moindre chance à un candidat indépendant. Les candidats indépendants avaient même été dissuadés de postuler. Pourtant, ces scrutins verront une soixantaine d'élus dans une chambre législative composée de 500 députés. J'ai toujours pensé que les élections de 2006 ont porté au pouvoir cinq personnalités.

Il y a Jean-Pierre Bemba Gombo. Dans l'ex-province de l'Équateur et à Kinshasa, deux zones où le leader du Mouvement de Libération du Congo créé en 1998 fait alors rêver, le fait de se réclamer de JPB fut un plus. Sa rébellion à l'Équateur où Bemba avait installé son siège à Gbadolite, menée contre le régime Kabila, avait été perçue généralement positivement dans le pays même si le 24 mai 2007 un mandat d'arrêt international lancé le 16 mai 2007 par la Cour Pénale Internationale de La Haye avait conduit à son arrestation dans sa maison de Waterloo, en Belgique avant qu'un tribunal de La Haye ne le reconnaisse coupable de crimes de guerre (meurtre, viol et pillage) et de crimes contre l'humanité (meurtre et viol) commis par ses soldats en 2002-2003 en Centrafrique. Jean-Pierre Bemba sera condamné à 18 ans de prison avant d'être acquitté le 8

juin 2018. Il aura passé au total 10 ans derrière les barreaux. Le deuxième gagnant de ces scrutins fut Étienne Tshisekedi wa Mulumba. Dans le Kasai, au centre du pays, terre de naissance de l'homme appelé aussi « l'opposant historique » ou « l'opposant éternel » (anti-Mobutu, anti-Kabila père, anti-Kabila fils), nul autre candidat, de l'opposition ou, encore moins, du pouvoir, ne pouvait être élu s'il n'avait été adoubi par « le Sphinx », autre appellation de Étienne Tshisekedi wa Mulumba. Dans certaines circonscriptions du pays, il suffisait « d'avoir été vu avec lui, pendant la campagne » et l'on engrangeait des voix. Le troisième homme est Joseph Kabila Kabange.

Dans nombre de zones du Sud-Est, dans l'espace swahiliphone, Kivu et Katanga, se réclamer du président de la République, apportait des voix même si le bilan du pouvoir n'était pas brillant. Chef du plus ancien parti politique du Congo, le Parti Lumumbiste Unifié proche du communisme, créé le 24 août 1964, Antoine Gizenga Fundji est l'autre homme qui a fait élire essentiellement dans l'ex-Bandundu.

Dans des villages profonds du Kwilu, ce compagnon de Patrice Lumumba dont il fut vice-Premier ministre sans fonctions en 1960 et Premier ministre de la République libre du Congo en 1961 avec siège à Stanleyville (aujourd'hui Kisangani), fait rêver surtout parmi les personnes âgées. Sa fuite de Léopoldville à Stanleyville après l'arrestation et l'assassinat de Lumumba, son arrestation et son emprisonnement à Bula-Mbemba de janvier 1962 à juillet 1964, la rébellion de Pierre Mulele en 1964 dans le Kwilu et son long exil de 1965 à 1992 après ses ennuis avec Mobutu, ont fait de lui une icône. Dans le territoire de Gungu particulièrement dont il est issu, dans celui voisin d'Idiofa, dont fut originaire son partisan le plus fiefé Pierre Mulele, l'influence de son ethnité Pende et celle des Ambuun de Mulele, pèse.

Le cinquième homme

de ces élections est le candidat indépendant.

Quand un groupe de jeunes étudiants originaires de Masimanimba me rend visite à l'hôtel InterContinental où j'ai installé mes pénates et me demande de m'engager dans la politique en prenant la course aux législatives, je ne suis pas contrarié, je suis choqué. La politique mais pour quoi faire ? Et dans quel intérêt ?

J'estime que dans la vie, j'ai ce qu'il faut. Une entreprise qui me permet de boucler mes fins de mois, trois ou quatre maisons qui m'aident à me mouvoir. J'entends ce que m'a dit un jour un des responsables de Reuters venu de Londres pour une visite de travail à Kinshasa. - « Monsieur Kinkiey, dans la vie, je n'ai besoin que d'un lit pour me coucher. Pourquoi dois-je me soucier ? »

Quand je pousse plus loin la réflexion, je m'aperçois que finalement, il ne s'agit pas de moi ! Il s'agit des miens. Il s'agit de la population. Il s'agit des Congolais. Il s'agit du Congo. Comment aider les miens, comment aider la population, comment aider les Congolais, comment aider le Congo si on ne s'engage pas en politique et si on n'essaie pas d'apporter quelque chose ? Ce pays n'est-il pas finalement celui où tout est politique ? Puis, cette phrase connue de tous du Comte de Montalembert (1810-1870) conclut tout : « Vous avez beau ne pas vous occuper de politique, la politique s'occupe de vous tout de même ».

Ma décision est prise : je me lance mais je décide de faire le choix de n'adhérer à aucun parti politique. Car aucun ne me séduit. J'irai aux législatives comme candidat indépendant et dans la circonscription de Masimanimba, dans le Kwilu.

Je pars d'une analyse simple. Certes, j'habite Kinshasa, dans la commune de Ngaliema. Dans la capitale, j'ai le choix entre deux circonscriptions où je crois disposer de solides ancrages : La Lukunga qui comprend six communes, Barumbu, Gombe, Kinshasa, Kintambo, Lingwala, Mont Nga-

(Suite en page 8).

Qui a donné la mort à l'Homme Organe

(Suite de la page 7).

fula, Ngaliema. Cette dernière est celle où j'habite. Il suffit de m'y mettre. Aucun doute pour lever un siège. L'autre est la Tshangu composée de cinq communes : Kimbanseke, Maluku, Masina, Ndjili et Nsele. Une circonscription peuplée majoritairement de ressortissants du Grand Bandundu, du Kwilu et de Masimanimba. Mon nom est bien connu chez les miens et chez d'autres. Dans un pays où dans une élection, la sociologie est la première référence, il n'y a aucun doute : je n'aurais aucun mal à gagner un nombre de voix suffisant pour être élu. Mais je pousse plus loin ma réflexion. La campagne électorale est un moment d'identification et de reconnaissance. C'est le moment de promesses par le déploiement d'un rêve, d'une vision d'avenir. Si j'ai une vision pour la société congolaise et puisque j'en ai une pour ma société, faut-il déployer celle-ci dans une capitale relativement acceptable ou dans l'arrière-pays qui croupit dans des conditions infra-humaines ? Puisque ces scrutins s'annoncent comme les premiers véritables scrutins libres et indépendants que je depuis l'accession du pays à l'Indépendance, ne faut-il pas tenter de faire rêver les miens ? Je suis à 90% Mbala et 10% Yansi. Je suis originaire du secteur de Kitoy par ma mère et de celui de Mokamo par mon père. Deux secteurs de Masimanimba où le nom de mon père «Ngundu Koyi» ou «Ngundu Sala Koyi» est connu. Ne sont-ce pas des atouts que nombre de candidats ne peuvent avoir ? Ma décision prise est désormais irrévocable. Je me présenterai comme candidat indépendant à ces premières élections libres et ouvertes d'après-indépendance. Mais je veux être utile. Donc, je me présente à Masimanimba convaincu qu'en déployant une vision, je vais faire bouger mon territoire. Quand je lance ma campagne, celle-ci est à la fois forte et originale que très vite la population me trouve un surnom : « Ya Khala »,

l'ainé/le Grand Crabe en langue Mbala, ce crustacé de nos cours d'eau difficile à capturer par les mamans quand elles vont en campagne de pêche. D'autres me préfèrent « Ngunlungu Sidu Muneni » en langue Mbala, le gros animal de nos savanes susceptible d'être consommé sans fin par la contrée. D'autres encore optent pour «Bakala Ya Ngolo», l'homme fort en langue Kikongo parlée dans la partie Ouest du pays. C'est logiquement qu'aux élections du 30 juillet 2006, je suis élu député national sur 8.755 candidats. Je suis candidat indépendant élu sur 702 candidats indépendants inscrits à travers le pays. Au total, 63 candidats indépendants ont été proclamés députés lors de ces législatives. Dans ma circonscription de Masimanimba, j'efface nombre de prétendants en figurant sur une liste de six élus dont quatre viennent du PALU, le Parti Lumumbiste Unifié. Au Kwilu, nul doute, Antoine Gizenga a raflé la mise. Avec des collègues et amis députés indépendants, j'ai constitué le groupe parlementaire politiquement le plus puissant, GPI, le Groupe Parlementaire des Indépendants que je préside. Composé de personnalités clé venant de tout le pays, on y compte notamment Baudouin Banda Mukalayi Nsungu, Katanga ; Athanase Matenda Kyelu, Maniema ; Modeste Bahati Lukwebo, Sud-Kivu ; Alexis Thambwe Mwamba, Maniema ; Christophe Mboza Nkodia Pwanga, Kwango ; Raymond Tshibanda N'tunga Mulongo, Kasai. J'ai accompli tout mon mandat à l'Assemblée nationale où j'ai également été élu président du Caucus du Grand Bandundu avant d'en confier la présidence au patriarche Joseph N'singa Udjuu Ungwankebi Untube qui le désirait tellement qu'un jour, il m'apostropha en public, lors d'une plénière, en ces termes : « Kin-kiey, moi, ton Vieux, je suis encore là, en vie. Et toi, tu présides le Grand Bandundu. Faut me donner cette présidence... Tu la prendras après moi... ». Aux législatives du

28 novembre 2011, je me présente à nouveau dans mon fief à Masimanimba où je suis réélu. Cette fois, le PALU ne compte qu'un député sur six sièges attribués à la circonscription. Nul doute, le PALU, qui a été aux affaires pendant toute la législature passée, n'a rien apporté à la circonscription. Ce parti, le plus ancien du pays, a entamé sa descente aux Enfers. (...).

«JE VOUS LE DIS AVANT DE LE DIRE AU CHEF».

Il est connu comme «l'homme qui avait mangé de la tomate et de la salade crues avant l'indépendance».

Le 24 avril 1990, au lendemain du discours de Mobutu « comprenez mon émotion », Henri Dionga qui s'est débaptisé Kitenge Yesu Nz., est co-fondateur du FCN, le Front Communiste des Nationalistes, parti politique se réclamant de l'opposition. Certains ont présenté ce parti comme une création du maréchal en fin de course.

Kitenge Yesu s'y trouve avec son mentor Antoine Mandungu Bula Nyati et Me Gérard Kamanda Wa Kamanda.

Après un passage à l'opposition radicale à Limete dans l'USORAL, Union Sacrée de l'Opposition Radicale (avec l'UDPS) et, après le départ de Jean Nguz Karl i Bond, Kitenge Yesu est nommé ministre de l'Information.

Formé dans les pays de les pays communistes, il s'agit d'un homme de roc. Il dit en avoir tout vu dans le vie. Kitenge Yesu va jouer un rôle clé auprès de Mobutu à son dernier souffle. Le maréchal qui redoute les coups de boutoir et l'indépendance d'esprit de cet homme, en profite pour mettre à l'épreuve ses généraux en les dirigeant vers lui quand ils viennent l'affronter. Le maréchal veut atténuer sa maladie en état avancé. Il est si convaincu des choix que Kitenge Yesu opère qu'il ne s'offusque de rien quand il lui envoie ces têtes brûlées.

Reparti en Belgique après la fin de Mobutu, revenu au pays après le Dialogue inter-congolais, Kitenge Yesu renoue avec la politique mais fait ses adieux quand il sent que le groupe

auquel il appartenait, celui de Léon Kengo wa Dondo, l'a trahi. S'il prend le chemin de l'ancienne puissance coloniale où vit sa famille, Kitenge Yesu resurgit le 8 juin 2016 à Genval, dans la banlieue de Bruxelles. C'est là que des opposants anti-Kabila mettent en place le RASSOP, Rassemblement des forces politiques et sociales de l'opposition acquises au changement en République Démocratique du Congo. Yesu venait ainsi publiquement de signer son retour à la politique.

Deux structures forment le RASSOP, un Conseil des sages présidé par Étienne Tshisekedi où siègent des représentants des partis politiques et une Coordination des actions. Kitenge Yesu est membre du Conseil des sages. À 84 ans, l'opposant s'annonce pour la deuxième fois à la présidentielle de 1998. Mais il est fatigué et malade. Depuis deux ans, il séjourne en Belgique pour des raisons de santé.

C'est là, face à la détérioration de la situation politique au Congo avec le report des élections, que des membres de l'opposition avec en tête Soriano Katebe Katoto et le G7, un groupe de sept partis politiques coalisés, le rencontrent pour constituer un rassemblement anti-Kabila.

Soriano Katebe Katoto, l'ex-homme d'affaires du Katanga sous le régime Mobutu avait fait parler de lui au Dialogue inter-congolais. D'abord à Gaborone au Botswana, ensuite à Addis-Abeba en Éthiopie, puis à Sun City, en Afrique du Sud. Soriano Katebe Katoto manifeste une ambition politique réelle. Il constitue un groupe d'hommes politiques partisans. Il est l'un des vice-présidents de l'ASD, Alliance pour la Sauvegarde du Dialogue inter-congolais formé à Pretoria au lendemain de l'annonce surprise de l'accord pour la formation d'un Gouvernement intervenu entre l'une des rébellions, le MLC de Jean-Pierre Bemba et le gouvernement de Kabila. (...).

De toute l'histoire de l'opposition congolaise, le RASSOP qui vit le jour avec l'apui du gouvernement

belge et de puissances occidentales, financé en partie par l'ex-gouverneur du Katanga, Moïse Katumbi Chapwe, riche demi-frère de Soriano Katebe Katoto, apparaît comme la machine pouvant cette fois défier le pouvoir de Kinshasa. Le RASSOP fait sa première démonstration de force lors d'un meeting le 31 juillet 2016 à Kinshasa le long du boulevard Triomphal noir de monde qui célèbre le retour au pays d'Étienne Tshisekedi. Désormais, de l'avis de tous les observateurs, les années Kabila se comptent au passé.

Mais, évacué fin janvier 2017 en urgence en Belgique, le chef de l'opposition s'éteint le 1er février dans un hôpital à Bruxelles à la suite d'une embolie pulmonaire. Craignant des troubles dans le pays, le régime traîne à autoriser le rapatriement du corps. Très affaibli par cette disparition, le RASSOP qui n'avait pas prévu une succession à sa tête, est sous le choc alors que les élections approchent. C'est là qu'entre en scène « l'homme de roc ou de choc » qui met en place une stratégie gagnante. Alors que le corps de l'opposant historique gît encore dans un funérarium en Belgique, à Kinshasa, celui qui est aussi Grand Maître de la franc-maçonnerie congolaise de la Grande Loge nationale du Congo du rite ancien et primitif de Memphis-Misraïm, est à la manœuvre.

En mars 2017, Kitenge Yesu réussit un coup de génie : il écarte Pierre Lumbi Okongo de la course des prétendants. Il confie à l'ex-Conseiller spécial en matière de sécurité de Kabila qui a rallié Moïse Katumbi Chapwe, le poste de président du Conseil des sages. Kitenge Yesu impose le fils du «Sphinx», Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo à la tête du Rassemblement.

Le jour de l'investiture du nouveau président du RASSOP, c'est Kitenge Yesu qui actionne le protocole quand chacun retient son souffle. Certes, Kitenge Yesu est retourné à nouveau en Belgique. Il ne prend part ni à la réunion de Genève dont il se méfie des fondements et qu'il observe de loin, ni

à la campagne du candidat du CACH, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo. Jeudi 24 janvier 2019, Kitenge Yesu est à la tribune d'honneur dans les jardins du Palais de la Nation lors de l'investiture du nouveau président. Il avait rejoint Kinshasa la veille. Depuis, l'homme a repris sa place dans le cercle restreint du nouveau pouvoir qui lui reconnaît toute sa puissance. Ce 8 août 2019, Kitenge Yesu débarque avec le régulier de la compagnie belge SN Brussels qui rapatrie le corps de sa femme, Bateme Bibi Sophie Martine Marie Victoire « endormie » dimanche 28 juillet à Bruxelles.

Avec le Directeur de cabinet du Président de la République, Vital Kamerhe Lwakanyiginy Nkingi et le conseiller principal du Président de la République au collège de la Culture et des Arts, Théophile Tshilumba, je suis sur le tarmac de l'aéroport de N'Djili. Je vois un Kitenge Yesu méconnaissable. Je suis à ses côtés, pendant tous ces jours de deuil.

Samedi 10 août, devant tous les leaders du Kasai rassemblés à la Cité des Anges, au 35, avenue ex-Haut Commandement, il me fait l'honneur de me remettre un long et poignant texte, la lettre posthume qu'il a écrite pour sa reine et dont, face à la reine «endormie» devant nous, je donne lecture (...).

Au cimetière Entre Ciel et Terre, ce dimanche 11 août, quand tous les leaders politiques sont priés de garder leurs sièges dans les tribunes, Kitenge Yesu me prend par la main et me tire à ses côtés. Avec ses enfants et Jacques Tshimbombo Mukuna qui conduit le programme, nous nous levons. En un groupe familial fermé, à pas de tortue, nous avançons avec le cercueil vers la tombe qui va recevoir le corps. Ce lien avec celui qui m'appelle «mon fils» et à qui je réponds «mon père», me marque comme jamais.

Que dire des rapports qu'entretient Kitenge Yesu avec le président ? «L'Homme Organe» comme l'a surnommé le chef de l'État ou «l'Homme Oracle», a le contact

direct avec le président de la République avec lequel il s'entretient au téléphone tous les deux jours au moins, de qui il reçoit mission de déminer tous les dossiers sensibles. Après la cérémonie de remise et reprise entre le président sortant et le président entrant, survient une période d'incertitude. Comment le gouvernement va être formé ? Qui va être nommé Premier ministre ? Kitenge Yesu tranche, comme il sait le faire, en liquidant l'un des prétendants et non des moindres. (...). Devant témoin, il annonce avec force son destin à l'informateur. Modeste Bahati Lukwebo prendra la tête du Sénat et qu'il oublie la Primature et cesse de mobilisant des comités de soutien. Avant de le menacer : si vous continuez de rêver Primature, vous perdrez tout ! Dans la soirée, Bahati rend les armes. Il a compris l'ordre. Kitenge Yesu devait être désigné informateur. Quand le président me reçoit à son bureau à la Cité de l'UA, je pose d'emblée une question en référence à l'article 78 de la Constitution, je cite : « Le Président de la République nomme le Premier ministre au sein de la majorité parlementaire après consultation de celle-ci (...). Si une telle majorité n'existe pas, le Président de la République confie une mission d'information à une personnalité en vue d'identifier une coalition ». La réponse est directe : « le vieux Kitenge Yesu va être chargé de cette mission. Vous y serez de la partie... ». (...) Mais le dossier échoue lorsqu'une réunion tenue à Kingakati du 4 au 6 mars 2019 annonce, par un communiqué, que le FCC et CACH se sont mis d'accord pour mettre en place une coalition de gouvernement. (...). Le jour même de la diffusion de ce communiqué, Kitenge Yesu avec qui j'étais au téléphone cinq ou six fois par jour, parfois à des heures indues, me fait venir en catastrophe à son bureau du boulevard du 30 juin en ville, à côté de l'ancien siège de la banque Rawbank. Quand

(Suite en page 9).

Deux hommes clés quittent la scène

(Suite de la page 8).

je fais mon entrée dans son bureau à l'étage, je vois posés sur sa table de travail un billet d'avion SN Brussels et un passeport et, à même le sol, une petite valise à roulettes.

Je lui dis mon étonnement.

- « Je pars, mon fils », me répond-t-il.

- « Mais où ? Pourquoi aujourd'hui ? » Je ne reçois aucune réponse.

Je suis sous le choc en voyant cet homme partir « à nouveau » (...).

Cette nuit-là, alors que son avion vole vers Bruxelles, le président de la République rend publique une ordonnance signée le 6 mars portant nomination de son cabinet. Kitenge Yesu est désigné Haut Représentant et Envoyé Spécial du Président de la République. Dans ces fonctions, Kitenge Yesu relève des Services personnels du Président de la République. Je lui fais aussitôt un message sur son compte WhatsApp qu'il découvre à l'arrivée de son vol.

Je pressens ce grand retour sur scène samedi 30 mars 2019 quand un homme qui lui est si proche organise un banquet en sa résidence à Binza Pigeon, avenue Kanganaga, pour fêter la nomination. En 1990, c'est cet homme qui fit son entrée dans l'hémicycle pendant une plénière de la Conférence Nationale Souveraine, CNS. Il a une pile de dossiers sous le bras.

Alors que Mobutu traité de tous les noms, est traîné dans la boue par l'opposition, Jacques Tshimbombo Mukuna, le patron de la sûreté nationale, SNIP, ancienne appellation de l'actuelle ANR, déclare en avoir marre. Il menace d'éventrer le boa. Il promet qu'on y verra qui a été traité par lui et qui ne l'a pas été. Le lendemain, la plénière est clairsemée. Ce 30 mars, tout le Grand Kasai est là. Pour Jacques Tshimbombo, c'est « toute la République » qui s'est déplacée à son domicile pour fêter l'événement. Qu'ils soient du FCC ou du CACH, ils sont là. Peu avant qu'une pluie diluvienne ne tombe sur la ville et ne tente de détruire la rencontre, Kitenge Yesu se réjouit : « Ce

soir, la République n'est ni à Kingakati, ni à la Cité de l'Union Africaine. Monsieur le Président de la République honoraire Joseph Kabila, si vous cherchez la République, elle est ici. Monsieur le Président de la République, Chef de l'État Félix Tshisekedi, si vous cherchez la République, vous savez où elle est. Ici se trouvent le FCC, le CACH. L'Ensemble est ensemble avec nous ici... ».

Puis : « Ce soir, je suis le Haut Représentant, sans coloration ni formules mathématiques complexes ! Ma mission, c'est assembler pour la Nation, au nom du Président de la République pour la Paix. Majorité, coalition, cohabitation, n'ont pas tellement de signification pour moi. En Afrique, les Mânes de nos Ancêtres, avec en tête Afra, le Saint Patron de l'Afrique, recommandent que celui ou ceux qui ont gagné les élections assemblent. Qu'elles soient législatives, sénatoriales, présidentielles. L'Afrique de part en part a échoué pour avoir transgressé ce principe immémorial. Le Parlement et le Sénat ne réussiront rien sans le Président de la République. Par voie de conséquence, Lui non plus ne réussira rien sans les autres. Mettons de côté les calculs, voyons le peuple, dont certains d'entre nous parlent peu. Je refuse et je récuse une confrontation entre Kabila et Tshisekedi ». Il demande à l'assistance de lui dire quel nom porte le plus grand parti du Congo. « Le plus grand parti politique de la RDC se nomme Misère. Qui en connaît le comité directeur et le président ? J'avoue sincèrement que je ne sais pas, vous non plus d'ailleurs. Et pourtant, ce parti couvre les 2 millions et demi de km² de notre pays. CACH et FCC doivent travailler la main dans la main sans calcul ni caleulette ». (...). Jacques Tshimbombo a ces mots : « Notre devoir de reconnaissance envers le Président de la République est d'autant plus important que la fonction confiée à notre frère lui permet d'occuper une position protocolaire élevée au sein de l'État

(...). Ce qui est arrivé à notre frère et ami Yesu est, à vrai dire, le fruit du rôle qu'il a joué dans l'ombre auprès de celui qui, sans que personne ne sache rien, allait inexorablement devenir le Président de ce pays. Yesu a cru de façon inébranlable en Félix. Voilà ce que procure la fidélité à une personne et la foi en elle ».

Il poursuit : « Le Président de la République a misé sur un cheval gagnant. Yesu est un oiseau rare comme en témoigne sa très riche trajectoire politique. Il n'a pas été que grand commis de l'État. Il demeure un grand homme d'État. Le voilà rattrapé aujourd'hui par la politique, lui qui croyait s'en être éloigné pour toujours ». Puis : « Celui qui représente un Puissant est, du coup, un puissant. (...) Notre grande joie est de compter parmi nous quelqu'un qui est très proche du Président de la République ». (...). L'homme à l'honneur reprend la parole avec une répartie par une note d'humour. « Quand j'ai amené le Grand Kasai chez le Président de la République le 4 février, personne ne m'a demandé mes coordonnées. Ce soir, je constate qu'il y a une forte demande et je me suis préparé en conséquence. Les cartes de visite du Haut Représentant vous ont déjà été distribuées ». (...). Sacré Tomatier ! Ses nouvelles fonctions en mains, Kitenge Yesu se déploie comme jamais auparavant. Ses tweets au style cinglant font fureur. Ils sont adulés surtout dans les milieux de « jeunes révolutionnaires ». On sent qu'il annonce toujours ce qui va se produire. En vérité, je n'ai pas vu un homme autour du Président qui pouvait opposer à Kitenge Yesu un point de vue qu'il ne partageait pas. Lors des négociations du Palais de la Nation et de la constitution de l'Union Sacrée de la Nation, il occupe le premier rang, constitue les listes et les fait parvenir à la présidence de la République. Sa connaissance de la scène politique le met en position de porter des jugements. Mars 2021. Il n'avait jamais à ce jour été

autant sollicité par les acteurs politiques nationaux comme par les chefs des missions diplomatiques. Il n'avait jamais à ce jour autant multiplié les initiatives. S'il ne quitte jamais une posture qui consiste à se mettre loin des affaires publiques, Kitenge Yesu s'installe jour après jour dans son rôle de Haut Représentant et d'Envoyé Spécial du Président de la République. Il est comme jamais au cœur de la stratégie présidentielle.

Outre des rencontres avec des chefs des missions diplomatiques qui lui rendent continuellement visite à son domicile sur les hauteurs de la ville comme à son cabinet, non loin de là, dans la concession Gulf, il dépense sans compter son temps à recevoir diverses personnalités politiques (...). En plein dans sa fonction, il travaille à débayer la voie en vue de faciliter la réalisation d'une vision politique déclamée par le Chef de l'État. Il ne cesse de me dire « mon fils, tu vas voir le résultat ». Il m'apprend qu'une importante délégation de personnalités de son ethnie Songyé (Sud-Est), lui a rendu visite, que l'ancien chef de renseignement Kalev Mutondo a, dans le plus grand secret, franchi les deux portails de fer gardés de sa résidence. Recherché par la justice dans un procès à rebondissement lié aux droits de l'homme, Kalev Mutondo est venu solliciter l'intervention du Haut Représentant espérant qu'il trouverait porte ouverte au Palais de la Nation. Dimanche 21 mars, ce sont onze députés provinciaux sur les vingt qui forment l'Assemblée provinciale du Lualaba (capitale Kolwezi, l'une des provinces du Katanga démembré) connue pour être l'un des fiefs kabilistes avec le Tanganyika dirigé alors par Zoé Kabila Mwanza Mbala, le jeune frère de l'ex-président, qui franchissent les deux portails. Ils annoncent, depuis cette résidence, leur adhésion à l'Union Sacrée de la Nation « en vue de pérenniser la reconstruction de la province entamée sous la houlette de SEM le Gouverneur Richard Muyej Man-

gez Mans, accompagné par l'Assemblée provinciale ». Kitenge Yesu poursuit cette gymnastique avec une délégation de députés du Grand Bandundu (Kwilu, Kwango et Maï-Ndombe) conduite par le Directeur général de la DGDP, la Direction Générale de la Dette Publique, Laurent Batumona Nkhandi Kham, coordonnateur des FPAU, les Forces Politiques Alliées de l'UDPS dont Kitenge Yesu est l'Autorité Morale. Je n'ai jamais oublié ce jour où il parvint à réunir dans sa maison, les leaders irrécyclables de la province du Sankuru. Dans l'histoire, ce moment restera le plus remarquable. Sont présents des députés nationaux, provinciaux, des sénateurs, des personnalités dont l'un des Kabilistes de tous les temps, l'ex-Vice-Premier ministre en charge des Affaires étrangères Léonard She Okitundu avec néanmoins un absent de taille qui en dit long sur l'état d'esprit qui règne dans la nouvelle opposition, le sénateur Moïse Ekanga Lushyma. L'homme qui est alors président de la Commission économique et financière de la Chambre haute, hier tout puissant financier des programmes sino-congolais (sur papier secrétaire exécutif du Bureau de supervision du programme RDC-Chine, avec siège le long du fleuve à deux encablures de l'Hôtel du Gouvernement) reste à ce point lié à la personne de l'ex-président qu'il sera le dernier des Mohicans à rallier l'Union Sacrée de la Nation s'il y parvient. Si Moïse Ekanga Lushyma s'est annoncé à ces palabres, il a fini par y renoncer prétextant se trouver hors de la capitale. Rarement ceux qui ont des intérêts économiques communs ne sont venus à se détacher. (...). L'une des réunions s'est déroulée pendant sept heures. C'est après un compromis qu'une réconciliation est scellée. D'abord entre les députés provinciaux et leur gouverneur Joseph Stéphane Mukumadi. Ensuite entre trois frères ennemis Franck Diongo Shamba, Jean-Charles Okoto

Lolakombe Okoto et Lambert Mende Omalanga. S'en suit un repas de famille consacrant cette entente. Une vidéo virale sur les réseaux sociaux immortalise ce moment : à la résidence de Kitenge Yesu, sous sa pergola, l'œil et le doigt en l'air, « l'Organe-Oracle » ordonne : « Je ne veux plus rien entendre qui puisse les diviser. Tout différend est clôt dès maintenant ». S'ensuivent deux Amen. Signe d'une reconnaissance de leadership. Le Sankuru est connu comme pour l'une des provinces du pays les plus difficiles politiquement avec des querelles voire des guerres ethniques vivaces conduisant à des tueries et à des incendies de villages entiers. Qui d'autre pouvait accomplir ce miracle ? Le fils ne partait jamais en voyage sans le dire à son père. Sur le chemin de l'aéroport, il me faisait toujours venir à son domicile pour me saluer et me souhaiter « bon voyage, mon fils ». Puis : « reviens vite mon fils ». Grande fut ma douleur lorsque contraint et forcé par une invitation pour une dose de Covid-19, j'arrive à Bruxelles le samedi 29 mai 2021 et que lundi 31 mai au matin, un coup de fil retentit sur mon téléphone. Il vient d'un homme proche du Président de la République. L'homme m'explique qu'il a une terrible nouvelle à m'annoncer. « Je vous informe avant d'en informer le Chef... », me dit-il. C'était la disparition de Kitenge Yesu que deux jours auparavant, j'avais été saluer à son domicile sur le chemin de l'aéroport et qui se portait comme un ange ! Je me trouvais alors en voiture pour le centre de vaccination. Sous le choc, je décide d'appeler Jacques Tshimbombo Mukuna pour lui dire qu'après la terrible nouvelle, j'ai décidé d'abrèger mon séjour pour retourner au pays le surlendemain jeudi 3 juin. Réponse surprenante de Jacques Tshimbombo clairement surmené : « Tryphon, tu m'as laissé toute la charge de ton père. Tu reviens jeudi soir, jeudi midi, j'aurai enterré ton père. Tu iras le voir au cime-

tière ». Lors des derniers hommages que lui rend la classe politique dans la cour de l'hôpital du Cinquantenaire, le Président de la République est présent en compagnie de son épouse. L'ancien ministre du Budget François Mwamba Tshishimbi qui coordonne le Comité présidentiel de veille stratégique au bureau du Président de la République décrit Kitenge Yesu comme « un organe tant il fut le cerveau moteur des stratégies politiques ayant abouti à la création de l'Union Sacrée de la Nation pour porter la vision du Président de la République ». Jacques Tshimbombo a ces mots : « Kitenge Yesu était un commis de l'État, loyal et inflexible. Il était l'épée et le bouclier du Président de la République ». À mon retour au pays ce jeudi-là aux heures de 19:00', je ne comprends toujours rien à ce qui était arrivé à cet homme que j'avais laissé en parfaite santé. Un homme qui, en période de crise de Covid-19, essayait tous les médicaments, y compris les fameuses plantes découvertes à Madagascar que le président malgache Andry Rajoelina lui avait envoyées et dont il me remit quelques sachets. Kitenge Yesu ne donnait plus la main, ne quittait plus son masque en public, se désinfectait sans cesse les mains. Je voulus attendre quelques jours pour me ressaisir avant d'aller à la rencontre de Jacques Tshimbombo pour qu'il me dise ce qu'il s'est passé avec Kitenge Yesu et comment cela s'est passé. Mais le 24 juin au matin, je reçois un message que Jacques s'est éteint dans la nuit. Il s'agit bien sûr d'un fake news comme il y en a sur les réseaux sociaux. Pourtant, ce fut un autre coup de tonnerre en moins d'un mois. Le proche entourage du Président est à nouveau frappé et comment ! Quelle histoire ! Lundi 5 juillet à ces obsèques, je suis présent. Je suis assis deux rangées derrière le Président de la République et son épouse marqués. Je ne comprends pas ce qu'il se passe. Dans l'entourage présidentiel, une page est tournée. (...).

Création d'un urinoir pour femmes

C'est du génie ! L'invention d'un urinoir mural qui permet (enfin) aux femmes de faire pipi debout. C'est la révolution dans les toilettes de Tom Rafting. Les femmes peuvent désormais uriner debout, et de manière totalement hygiénique ! Les hommes ont cette chance de pouvoir uriner debout simplement en descendant leur braguette, contre un arbre, dans un urinoir, ou en pleine nature... Pour les femmes, ce fut une autre histoire. Elles doivent se cacher, baisser leur pantalon ou soulever leur jupe et espérer qu'aucun malotru ne les observe. Dans les toilettes publiques, elles ont souvent droit à des cuvettes sales, sur lesquelles elles doivent se contorsionner pour ne pas les toucher, tout en faisant leurs besoins. Chez Tom Rafting,



Création (enfin) d'un urinoir mural qui permet aux femmes de faire pipi debout. DR.

une entreprise de sport d'eaux vives basée à Villelongue près de la commune française d'Argelès-Gazost, Hautes-Pyrénées, les femmes peuvent désormais profiter d'Isis. Cette invention alsacienne va révolutionner les toilettes ! Une invention inno-

vante et en avance sur son temps

TOUS « DEBOUT » ! Baptisé « Isis », cet objet en bois massif vernis au design futuriste suscite autant l'admiration. Conçu par la société Vision Verte à Vieux-Thann, Alsace, « Isis » pro-

pose une solution écologique et pratique, permettant aux femmes d'uriner debout, face au mur, dans le même esprit que les urinoirs masculins. Ce projet a été imaginé avec soin pour assurer un usage hygiénique, discret et confortable, évitant ainsi

les odeurs et offrant un nettoyage aisé avec un désinfectant biologique. L'installation de ce nouvel urinoir féminin marque une étape militante pour Tom Rafting, affirmant que les femmes ont le droit d'uriner debout et suscite un enthousiasme grandissant

parmi les utilisatrices qui saluent cette initiative. L'idée d'inventer un urinoir sec pour femmes en position debout est née de l'inspiration de Jean-Marie Fischer. Son objectif, créer un objet esthétiquement réussi tout en étant respectueux de l'environnement et procurant une solution sanitaire performante. L'urinoir « Isis », a été conçu avec une membrane protectrice qui empêche toute diffusion d'odeurs, assurant ainsi une expérience d'utilisation confortable et discrète. Il a été placé à une hauteur optimale entre les cuisses, évitant de cette façon le besoin de descendre le pantalon jusqu'aux chevilles. Pour l'utiliser, il suffit de baisser son pantalon jusqu'aux cuisses, puis de le glisser sous l'urinoir, de faire sa petite affaire, le papier toilette est ensuite déposé dans une poubelle disposée juste à côté. Un nom prédestiné

pour l'Isis qui, dans la mythologie égyptienne, est une déesse représentée sur un trône ! Vous vous inquiétez peut-être quant à l'hygiène du produit, habituée à trouver des toilettes dans un état pitoyable dans les lieux publics. Mais, Isis fonctionne sans eau et se nettoie simplement grâce à un chiffon et un désinfectant biologique plusieurs fois par jour. L'utilisation de l'Isis est simple et demande peu de pratique. Cette initiative représente un véritable innovation dans la conception des espaces publics, et d'autres entreprises et organisations ont déjà montré leur intérêt pour cette nouvelle invention, explique Marie Majkowiez, cogérante de Tom Rafting. Et si cet urinoir féminin pouvait permettre à toutes les femmes d'uriner dans des conditions optimales d'hygiène, ce serait vraiment une invention révolutionnaire, non ?

Bon comportement du CDF

Le taux du franc (CDF) face au dollar américain a été stable dans la semaine du 14 au 21 avril. Le \$US se négociait à 2.750 CDF pour le moins offrant et 2.780 pour le plus offrant.

« Il s'est observé une stabilité du taux de change du Franc congolais par rapport au dollar américain au cours de la semaine du 14 au 21 avril 2024, le dollar américain étant négocié à 2.750 FC pour le moins offrant et 2.780 FC pour le plus offrant », relate le marché de change parallèle à Kinshasa. Cette stabilité n'a pas changé le cadre macroéconomique du pays étant donné que l'économie du Congo est sous le choc de l'occupation d'une partie du territoire national par le Rwanda à travers la coalition M23-AFC-RDF. En dépit des performances réalisées en termes de croissance au cours de cinq dernières années, il s'observe une recru-



Le CDF résiste mais sans impact sur la vie générale. DR.

descence continue des tensions sur les marchés de change et celui des biens et services. La dépréciation du CDF a lourdement pesé sur l'inflation en la ramenant à un niveau jamais enregistré depuis les cinq dernières années le situant à 28,8% à la fin 2023 après 13,1% un an plus tôt. Cependant, la dépréciation du franc s'est située à 23,43% à l'indicatif et à 20,41% au parallèle à fin décembre 2023 contre respective-

ment 0,84% et 4,38% en 2022 et 2% un an plus tôt», a affiché le rapport du cadre macroéconomique. La situation ne fait que s'amplifier malgré les différentes mesures de stabilisation prises par le gouvernement et la Banque centrale du Congo. Ces mesures qui ont consisté à ne dépenser que sur base caissée, à ne pas financer la trésorerie avec la planche à billets et en mettant la rigueur dans la gestion, etc., n'ont pas

apporté les résultats attendus. La situation de la population est restée sous le choc de la dépréciation du franc et de l'inflation nécessitant de nouvelles mesures pour améliorer la conjoncture économique et structurelle afin de calmer l'hémorragie. Actuellement, le panier de la ménagère en souffre en attendant les nouvelles directives de la Première ministre Judith Sumimwa Tuluka pour juguler la crise.

Contre un AVC



Un mélange jus de citron et ail à essayer impérativement. DR.

Mélangé à l'ail, le jus de citron est un remède efficace pour déboucher les artères et les vaisseaux sanguins dans l'ensemble du corps humain tout en prévenant l'hypertension. « Le jus de citron mélangé à l'ail constitue un remède efficace pour déboucher les artères et les vaisseaux sanguins dans l'ensemble du corps humain et prévient l'hypertension », a

confié Charlene Baseme, nutritionniste au centre médical Hekima. Selon cette nutritionniste congolaise, plusieurs personnes à travers le monde souffrent des problèmes cardiovasculaires qui affectent, non seulement le cœur, mais aussi les vaisseaux sanguins et les artères dans l'ensemble du corps humain. En vue de prévenir cette maladie, il est recommandé d'ingurgiter cette recette qui fait des

merveilles et soulage. Charlene Baseme recommande d'éviter les aliments au taux de cholestérol élevé, le déséquilibre alimentaire et le manque d'activités physiques. Elle recommande d'arrêter le tabagisme et les stress, tout en encourageant la pratique d'activités physiques afin d'augmenter la fréquence cardiaque. Il peut s'agir de jogging, de la natation, du cyclisme, de la course à pied et de la marche rapide.

international

METTRE LES GAZ EN PÉRIODE D'INCERTITUDE



CECI S'APPELLE CERTAINEMENT UNE SALLE NOIRE DE MONDE QU'AUJOURD'HUI AUCUN AUPARAVANT N'AVAIT JAMAIS REMPLIE MAIS OÙ, EN PLEINE PÉRIODE D'INCERTITUDE, LE PARTI POUR L'ACTION-LE PARTI DU CRABE REFUSE DU MONDE. DR.



SUR LES BORDS DE NOTRE LUIE, SUR NOS TERRES BÉNIES DU BANDUNDU, DANS LE MASIMANIMBA, DES VILLAGES ENTIERS SE VIDENT ET ENTRENT EN TRANSE À L'APPARITION DE YA KHALA (LE GRAND CRABE). UNE HISTOIRE VIENT DE COMMENCER. DR.

Les Chinois construisent un Paris-New York en 20 minutes

Attachez vos ceintures, rabattez vos tablettes, des chercheurs du Beijing Power Machinery Institute mènent un projet qui pourrait rendre les vols intercontinentaux particulièrement rapides. Selon une étude publiée par l'équipe dirigée par le scientifique chinois Zhang Yining dans le Chinese Journal of Propulsion Technology, leur technologie pourrait avoir d'énormes implications aussi bien dans le domaine civil que dans le domaine militaire.

Concrètement, le groupe de recherche travaille sur un moteur à détonation qui pourrait permettre à un aéronef de voyager jusqu'à Mach 16, environ 20.000 km/h. Avec une telle propulsion, il deviendrait « possible » de relier les villes de Paris et New-York en seulement 20 minutes, ou encore un Sydney-Londres en moins d'une heure (ce qui prend un peu plus de dix-neuf heures aujourd'hui)!

DEUX MODES DE FONCTIONNEMENT.

Outre sa capacité de vitesse « stratosphérique », l'autre avantage de ce moteur révolutionnaire résiderait dans sa consommation de carburant. Celle-ci serait largement inférieure à la consommation des turboréacteurs qui équipent la plupart des avions de ligne actuels. D'après le document publié dans la revue dont question, le moteur arbore deux modes de fonctionnement différents.

En dessous de Mach 7 (8.600 km/h), il fonctionne comme un moteur à détonation à rotation continue. L'air extérieur se mélange ainsi au carburant et s'enflamme, créant une onde de choc qui génère de la poussée après avoir traversé une chambre annulaire. Au-dessus de Mach 7, l'onde de choc cesse de se mettre en rotation. Au lieu de cela, le



Une représentation graphique d'un avion supersonique de marque chinoise volant à Mach 16 (20.000 km/h). NEOZONE COPILOT.

moteur génère un flux oblique quasi rectiligne qui se concentre sur une plate-forme circulaire. En entrant en contact avec cette dernière, le carburant explose, ce qui permet de produire une importante force de poussée. Les cher-

cheurs ont cependant préféré garder le silence autour des performances de leur moteur à détonation. Selon les dires de l'équipe de recherche, ce type de propulseur est plus performant qu'un turboréacteur du fait que l'onde de déto-

nation crée sa propre pression. En effet, les réacteurs conventionnels ont l'inconvénient de perdre de la pression au niveau de leurs étages de compression. Résultat : ils convertissent seulement 20 à 30 % de l'énergie chimique en énergie cinétique,

contre plus de 80 % pour les moteurs à détonation rotative (RDE). D'ailleurs, c'est justement en raison de leur rendement élevé que les RDE sont largement convoités dans le domaine spatial. Ils peuvent aussi être utilisés dans le

domaine militaire pour propulser des missiles. Bien sûr, la Chine n'est pas le seul pays à s'intéresser vivement à cette technologie. En 2021, des chercheurs américains ont développé un système pour améliorer la fiabilité

et le rendement des RDE. Une avancée qui pourrait permettre d'atteindre des vitesses hypersoniques allant jusqu'à Mach 17. Quant à une utilisation commerciale, il va falloir étudier l'effet de cette vitesse pour les futurs passagers

Un Londres-New York en 2:00'

Le Concorde assurait un vol de 3:30' entre Paris et New-York ! Désormais, le XB-1 devrait pouvoir le faire à une vitesse de 2.700 km/h ! Premiers essais en 2020 pour des vols commerciaux en 2030.

Jusqu'en 2003, l'avion français Le Concorde survolait l'Océan Atlantique en 3:30' environ, vol essai en 1976 reliant Paris à New-York contre 8:00' pour un avion normal. Après l'accident de juillet 2000 à Gonesse, dans la banlieue parisienne, qui a fait 113 morts, le Concorde a arrêté ses vols avant d'être définitivement abandonné en 2003.



Un Paris-New York en 03:30' avec Le Concorde français, 02:00' heures avec le US XB-1. DR.

Le constructeur américain Boom Supersonic promet de relier les deux villes en deux petites heures grâce à son modèle XB-1 propulsé à 2.700 km/h ! Il assure que

ces vols seront écolos ! On ne demande qu'à y croire ! Seules 55 personnes pourront voler à cette vitesse supersonique. À l'heure où l'impact carbone du transport

aérien est remis en cause, ce pourrait être une bonne piste. Cela pourrait également inspirer d'autres constructeurs. L'aspect écologique du XB-1 se

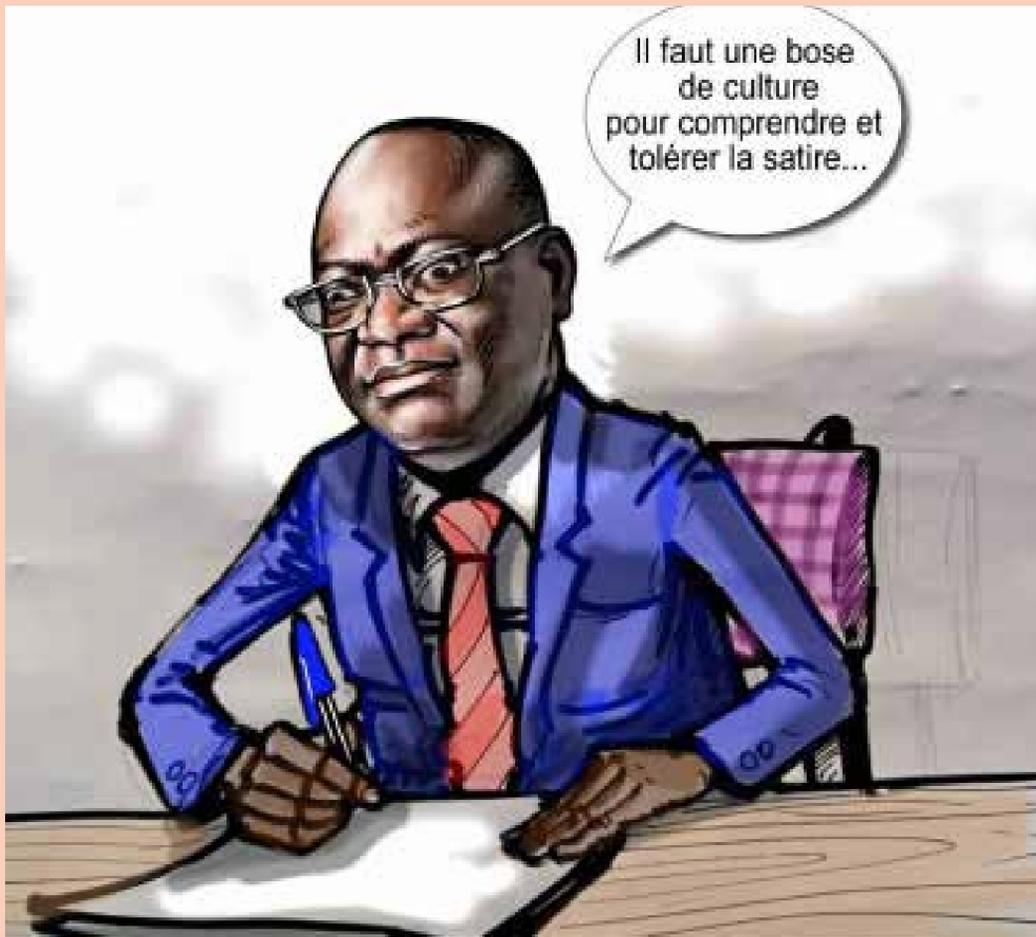
fera par le biais d'un partenariat avec Prometheus, spécialisé dans les biocarburants. Côté construction, il sera fabriqué en fibre carbone pour réduire

également la pollution sonore engendrée par ces engins ! Si le XB-1 de Boom Supersonic a commencé à voler dès 2020 en démonstration et tests, il ne sera disponible pour des vols commerciaux que vers 2030. Le 7 octobre 2020 a été présenté au grand public le XB-1. Virgin Group et Japan Airlines ont déjà précommandés une trentaine d'appareils. S'il ne fait pas trop de bruit au décollage ou en vol, le XB-1 fait déjà parler de lui dans les paddocks de l'aviation commerciale. Quand on sait qu'un vol Paris-New-York en Concorde coûtait plus de 10.000 euros, à combien reviendrait le prix d'un futur voyage supersonique !

Le Grognon reste un journal de qualité, 33 ans après sa création

Il est professionnellement un journal de qualité. C'est nul doute des cerveaux qui le conçoivent et le rédigent. Comme pour « Le Canard Enchaîné » à en juger par le contenant comme par le contenu, par le choix des sujets comme par le traitement voire son audience, le public lectoriel. Ce n'est pas le citoyen lambda congolais qui viendrait à le lire et à en disséquer les nuances. Mais « Le Manager Grognon » couramment appelé « Le Grognon » - qui fête cette année ses trente-trois ans d'existence « donne (aussi) le sourire (son côté satire); il « destressait », il « destresse ». « C'est « Le Canard Enchaîné » du pays. J'avoue apprécier l'originalité des sujets traités et le style », analyse le Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba dans le texte-interview ci-après (« Le Manager Grognon », n°1434 du 19 avril 2024).

Cela fait un bail que « Le Grognon Manager » existe. 33 ans exactement aujourd'hui. À cette occasion, des décideurs - hommes politiques, journalistes, religieux - étaient contactés pour donner leurs avis sur votre satirique et éventuellement sur la vie politique, économique ou sociale au pays. L'interview ci-dessous rentre dans ce cadre-là. Le professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba, l'un des rares professeurs de journalisme qui ont vu naître « Le Grognon Manager », pense de lui que c'est « un journal de qualité qui vous donne le sourire; qui destressait, qui destresse ». Venant d'un professionnel de sa qualité, cela nous a mis du baume dans le cœur quelque peu meurtri par le fait qu'« à une époque où tout le monde est journaliste, où tout le monde diffuse des messages audios



Docteur en Science Po et en Communication Po, Professeur de journalisme, Tryphon Kin-kiey Mulumba analyse « notre Canard Enchaîné » trente ans après sa création. DR.

ou vidéos », dans la presse, « rien ne sera plus jamais comme avant ». Parce que tout est désormais sur le téléphone. Le Professeur pense que « la société la mieux informée est celle où il y a diverses sources d'information, mais diverses sources intelligentes, pertinentes ». Mais, ce n'est pas le cas de la RDC où foisonnent 1.000 partis politiques. « Tout comme sans doute 10.000 églises, 20.000 ONG. Voilà le désordre; voilà le chaos ». Le salut viendra peut-être de Mme Judith Suminwa Tuluka, notre Première ministre. Elle inspire confiance et a de la compétence. « Mais tout est dans le casting, dans ce qu'elle saura mettre en place comme équipe », à en croire le professeur Kin-kiey. Nous vous laissons découvrir ses propos empreints d'un vrai sentiment patriotique.

Vous avez pratiquement assisté à la naissance et à l'évolution du premier journal satirique congolais, à savoir Le Manager Grognon. Quel jugement portez-vous sur cette publication

aujourd'hui ?
J'ai assisté en effet à la naissance de « Manager Grognon ». C'est avec le même sourire que je lis aujourd'hui « Le Grognon » des années après les premières publications. C'est un journal de qualité qui vous donne le sourire; qui destressait, qui destresse. C'est « Le Canard Enchaîné » du pays. J'avoue apprécier l'originalité des sujets traités et le style.

Pensez-vous que ce genre a encore de l'avenir dans notre pays ?
L'information par l'humour, le sourire, l'analyse, l'interprétation, la compréhension des événements, qui la rejeterait ? La vie a besoin de cela. Le public en a besoin, hier, aujourd'hui, demain. Comment cela n'aurait point d'avenir ?

Quel regard portez-vous sur la presse écrite congolaise d'aujourd'hui ?
La presse écrite congolaise aujourd'hui est totalement différente de ce qu'elle était hier. Hier, on réclamait le journal; on cherchait le contenu et on vendait des jour-

naux. Un jour, « le Soft » a tiré à 100.000 exemplaires. Historique ! Certes, ce fut à la veille d'une campagne électorale et l'impression a eu lieu en Europe. Aujourd'hui, j'aurais du mal à vous parler des tirages des journaux.

Pensez-vous que le foisonnement de la presse en général en RDC est une bonne chose ?
Le mot « foisonnement » n'est jamais, sur le principe, une bonne chose. Il sous-entend abondance, fourmillement, désordre, chaos. C'est à cela que nous assistons. C'est l'image de nos rues et avenues de Kinshasa où nul ne sait comment se mouvoir.

Les publications en ligne sont devenues une réalité incontournable aujourd'hui à travers le monde. Comment appréciez-vous la profusion de la presse en ligne en RDC et quel avenir lui accorderiez-vous, au regard de sa qualité ?
« Profusion » renvoi à « foisonnement ». Mais comment éviter cela à une époque où tout le monde est journaliste, où tout le monde dif-

fuse des messages audios ou vidéos. Il suffit de disposer d'un smartphone. Aujourd'hui, tout le monde est informateur, est influenceur. Il n'y a plus de secret pour personne. Tout le monde voit tout le monde. Quand l'invention approche la pertinence, nous sommes à l'âge de l'Homo Numericus, de l'Homo Smartphonicus. L'homme vit la transmutation aujourd'hui. Après l'invention de l'informatique, du numérique, de l'intelligence artificielle, etc., dont les inventeurs interdiseraient l'accès à leurs enfants, l'homme n'est plus celui d'il y a vingt ans. Une page est tournée puisque le calcul mental n'existe plus et que les élèves viennent à l'école avec leurs ordinateurs. Le monde est dans un nouveau paradigme.

Dans un marché de la presse en recul, on annonce la mort lente du journal papier qui fait quand même de la résistance. Pensez-vous que le moment est venu de mettre la clé sous le paillason ?
Vous parlez de « résistance », j'aime bien ce mot. La

« résistance » suppose que les carottes sont cuites. Oui, les carottes sont cuites. C'est terminé : rien ne sera plus jamais comme avant. Tout est désormais sur le téléphone. Tout. Le téléphone c'est la radio; le téléphone c'est la télé; le téléphone c'est le journal; le téléphone c'est le livre; le téléphone c'est des conférences; c'est des débats. Le téléphone c'est le bureau de travail. Partout où vous vous trouvez, vous activez; vous donnez des ordres ! C'est la vie. Le Canadien Marshall Mac Luc fut un grand visionnaire quand il a parlé d'un monde, ce grand village. Tout comme l'Américain Al Gore qui avait annoncé qu'avec la société de l'information, la croissance économique viendra des classes moyennes. Nous y voilà avec les 3G, les 4G, les 5G, etc.

Êtes-vous d'avis que les réseaux sociaux vont remplacer définitivement le journal papier au point de reconquérir tous ses espaces perdus ?
Je ne sais pas s'il faut parler de « réseaux sociaux » ou des médias en ligne. Moi je préfère parler des médias en ligne qui portent l'intelligence. Ce qui n'est pas le cas de « réseaux sociaux » qui sont des cercles d'amuseurs, de gamineries. Dans les réseaux sociaux, il y a malheureusement trop de bêtises, trop de fakes, trop de montages. Il faut dans la vie se protéger, protéger son cerveau. On ne peut pas tout lire, ni tout voir, ni tout écouter.

Quelle lecture faites-vous de la classe politique actuelle en ce qui concerne ses besoins en informations de qualité ? Trouvez-vous l'homme politique congolais d'aujourd'hui mieux informé que son homologue des années 70-80 ?
Très bonne question. Cette question me rappelle l'université. Je rappelle ce que nous enseignons : l'objectivité à laquelle vous faites allusion en posant

vos question, n'existe pas à l'émission, à la diffusion; elle existe à la réception. Voilà pourquoi la société la mieux informée est celle où il y a diverses sources d'information, mais diverses sources intelligentes, pertinentes. Je dis : diverses sources d'information; je ne dis pas « foisonnement » ou « profusion ». Je dis « diverses » sources d'information. Les États-Unis par exemple n'ont au total que deux ou trois partis politiques; ils ne sont pas moins « démocratiques » que le Congo qui en a 1.000. Tout comme sans doute 10.000 églises, 20.000 ONG. Voilà le désordre; voilà le chaos. Mais c'est peut-être cela la résilience.

Que pensez-vous du climat politique actuel au pays du fleuve Congo ?
Le climat politique du pays est dépendant de ce qui se passe à l'Est. Rien ne peut se faire désormais sans l'Est. Tout tient à l'Est. Tout se joue à l'Est. Il faut au pays s'armer pour inspirer le respect.

Que vous inspire l'avènement de la première femme congolaise à la tête de la Primature ?
La première femme Premier ministre ? Ce qui compte dans la vie, ce n'est pas le genre, féminin ou masculin. Ce qui compte c'est le cerveau. Il y a dans la vie des échecs. Que l'on soit homme ou femme. La France a connu deux femmes Premier ministre qui n'ont pas du tout marqué leur passage. Le Royaume-Uni a connu deux femmes : Margaret Thatcher et la Reine Elisabeth II qui ont marqué l'histoire et le monde. Madame Judith Suminwa Tuluka, notre Premier ministre, par son cursus, par ce que je vois, par ce que j'entends, m'inspire confiance. Elle a de la compétence. Nul doute. Mais tout est dans le casting, dans ce qu'elle saura mettre en place comme équipe.

« Le Manager Grognon » ■
n°1434 du 19 avril 2024.

Comment se sortir de l'opprobre

par Musene Santini Be-Lasayon

Afin de mieux envisager la dure, la longue et l'indispensable guerre pour son développement intégral, intégré et durable, le Congo doit préalablement se débarrasser de l'opprobre rwandais. En gagnant, coûte que coûte, la guerre de pillage de ses minerais critiques et stratégiques qui sévit, depuis trente ans, dans sa partie orientale. Pour y parvenir, il devrait ne plus jamais compter, prioritairement et essentiellement, ni sur les Occidentaux seuls, ni sur les Russes seuls, ni sur les Chinois seuls, mais bien sur les patriotes congolais, les seuls et uniques véritables responsables attirés de la conception, de l'élaboration et de la construction de son destin national, africain et international.

Nous dénonçons et accusons, avec des preuves vérifiées, officiellement reconnues par les Nations Unies, le Rwanda de Paul Kagame de déstabiliser notre pays, la R-dCongo, en lui menant, depuis 30 ans, une guerre injuste. Ce petit pays voisin, très insuffisamment doté en espace vital et en ressources naturelles porteuses de vraies richesses, s'est trouvé les voies et moyens de s'agrandir géographiquement en tenant d'arracher quelques terres à son grand voisin, le Congo, de s'enrichir en pillant ses minerais critiques et stratégiques et d'émouvoir la communauté internationale en sa propre faveur. Le Rwanda réclame au Congo de lui restituer, en faussant l'histoire et en foulant aux pieds la charte internationale relative à l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation, le Masisi, le Rutshuru et le Nyiragongo. Il prétend que ces trois territoires congolais lui auraient appartenu avant le dépeçage du continent, en 1885, par les puissances expansionnistes européennes. Il accuse, sans fournir aucune preuve, le Congo de maltraiter, de massacrer, d'exterminer et de chasser les Banyamulenge, des Tutsis rwandais, exilés et hébergés au Congo depuis plusieurs décennies, qu'il transforme malicieusement en Tutsis congolais rendus ainsi apatrides. Cette ethnie n'a pourtant jamais existé dans ce pays.

Pour atteindre ses objectifs funestes, il se fait intensément armer par quelques puissantes multinationales occidentales, friandes de ces minerais critiques et stratégiques congolais très activement recherchés sur le marché mondial. Il attaque constamment, depuis 30 ans, le Congo par ses forces armées

régulières, associées à ses multiples groupes armés et terroristes, hier AFDL, RCD, CNDP et aujourd'hui M-23 et AFC. Il sert ainsi de commissionnaire ou de fournisseur attiré de ces puissantes multinationales occidentales, par la contrebande, la fraude et la tricherie qu'il organise dans l'Est du Congo, de ces ressources naturelles congolaises. Depuis lors, son économie dépendrait, à environ 60%, de cette guerre de pillage. Les puissances impérialistes occidentales et la communauté internationale sont très bien informées, jusqu'aux petits détails, de cette grave situation. Mais, elles restent généralement soit silencieuses, soit indifférentes, soit inefficaces quant à sa résolution. C'est ainsi que les Congolais les considèrent désormais comme les instigateurs, les commanditaires et ou les complices de l'impénitent ennemi rwandais.

AUCUN IMPÉRIALISME N'EST VERTUEUX.

Cependant, aussi paradoxal et incroyable que cela puisse paraître, nous demandons aux mêmes puissances impérialistes occidentales et à la même communauté internationale, rigidement tenue au cou par celles-là, de faire tout ce qui est dans leur pouvoir pour nous aider à sortir le Congo, notre pays à nous, du gouffre dans lequel le Rwanda, derrière lequel se retranchent ces puissantes multinationales occidentales, l'a précipité depuis 30 ans. Sommes-nous conscients des conséquences néfastes immédiates et lointaines de nos réclamations actuelles ? Nous risquons de forger ainsi nous-mêmes, sans nous en rendre compte, nos propres chaînes. En effet, s'il nous arrivait de gagner cette guerre mercantiliste de l'Est grâce à l'Occident pluriel, pourtant instigateur et ou complice du Rwanda, nous lui aurions déjà donné toutes les raisons du monde de renforcer davantage sa domination sur nous ! Les impérialistes ne donnent jamais rien sans dividendes en retour.

De même, nous demandons à la Russie de Vladimir Poutine et à la Chine de Xi Jinping de nous prêter mains fortes pour juguler cette guerre de pillage financée et entretenue par leurs puissants ennemis occidentaux. Mais, réalisons-nous que nous risquons de mettre de la sorte, nous-mêmes, les chaînes à la racine de nos propres têtes ? Car, si nous parvenions à remporter cette guerre mercantiliste grâce à l'une ou l'autre de ces deux superpuissances mondiales, elle aurait également de fortes raisons de récupérer, d'une

manière ou d'une autre, la place laissée vacante par ses puissants ennemis occidentaux. Dans cette éventualité, nous aurions commis la même bêtise que le crocodile, qui croit ainsi mieux se protéger ou s'abriter, quand il fuit l'eau de pluie sur la terre ferme et se jette précipitamment dans la rivière. Or, l'eau de pluie et l'eau de la rivière sont de la même nature physique et chimique. Elles constituent, indistinctement, une substance liquide, transparente, inodore et sans saveur. Certes, après 139 ans de domination et d'exploitation occidentale, il est plus que temps que le Congo aille voir ailleurs, en Orient, par exemple. Mais, cet ailleurs doit être en matière de protection des droits de l'homme, politiquement, économiquement, socialement, culturellement, technologiquement, etc., de très loin plus qualifié, plus fiable et plus vertueux que l'Occident pluriel envers lequel on pousse le Congo à tourner le dos. Or, dans le cas présent, il apparaît que notre pays, le Congo, risquerait de ne changer que tout simplement de tutelle impérialiste. C'est-à-dire, il sortirait de l'impérialisme occidental, qu'il connaît bien, mais qu'il trouve finalement mauvais, afin d'entrer, sans transition, sous le joug d'un nouvel impérialisme, russe ou chinois, qu'il ne connaît pas suffisamment, mais qu'il croit, par naïveté, de très loin plus qualifié, plus viable et plus vertueux que le précédent.

Illusion fondamentale ! Erreur stratégique grave et lourde de conséquences ! Car, l'Occident collectif, la Russie seule et la Chine seule sont tous, en réalité, de la même nature impériale et expansionniste. L'histoire, ancienne et récente, de leurs rapports tumultueux avec les autres pays, voisins et éloignés, le démontre suffisamment. En effet, tous les impérialismes, quels que soient leur origine géopolitique, leur couleur idéologique et le visage qu'ils montrent à un moment donné ou à un autre de l'histoire, poursuivent, dans le fond, le même but ultime : Dominer politiquement, économiquement, socialement et culturellement les autres pays, surtout les plus faibles, afin de les exploiter à leur guise. L'exemple de la joint-venture Sicomines, par laquelle un groupement d'entreprises chinoises a littéralement roulé, de 2008 à 2023, le gouvernement congolais, est très éloquent à ce sujet. Foncièrement, tous les impérialismes sont, à quelques nuances près, les monstres les plus froids des monstres. Très égocentriques, ils sont toujours accrochés à la promotion, à la défense et à

l'accroissement ininterrompu de leurs seuls intérêts. Et ce, au détriment de ceux des autres pays, particulièrement les plus faibles, qu'ils exploitent inconsidérément et impunément. Les preuves les plus tangibles et les plus accablantes de la fourberie et de la méchanceté incomparables de tous les impérialismes, particulièrement occidental et russe ? Ils ont tous suscité ou organisé, et à l'intérieur des frontières de leur propre pays et surtout dans tous les pays sous leur domination, quel qu'en soit le degré ou l'intensité, des tueries, des meurtres, des assassinats, des massacres, des guerres, etc., pour s'imposer ! Ils se sont tous approprié et ont tous disposé, selon leur bon vouloir, les pays d'autrui qu'ils avaient arrachés à leurs propriétaires par la fourberie et par les armes. La Russie tsariste ou soviétique a incorporé en son sein, par la ruse et par la force, plusieurs pays environnants, tels que la Biélorussie, l'Ukraine, la Géorgie, la Moldavie, la Lituanie, l'Estonie, la Lettonie, le Turkménistan, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan, le Kirghizistan, etc. Elle les a transformés en ses provinces fédérées et les a exploités à fond pendant des décennies ou des siècles ! L'Occident pluriel a fait de l'Afrique, de l'Amérique, de l'Océanie et d'une bonne partie de l'Asie ses colonies. Il les a librement sucées, jusqu'à la moelle épinière, durant des décennies ou des siècles. Il a fait de certaines de ces colonies, celles dites de peuplement, ses propres homelands. C'est le cas des pays aujourd'hui connus sous les noms respectifs des États-Unis d'Amérique, de Canada, d'Australie et de Nouvelle-Zélande qu'il a construits, organisés et transformés, de fond en comble, pour lui-même ! Les conséquences inéluctables, innombrables et incommensurables de ce comportement des impérialismes occidental et russe ? Aucun pays d'Afrique, d'Amérique, d'Asie, d'Océanie, etc., n'a jamais émergé ou ne s'est jamais développé, selon le modèle occidental, grâce à l'Occident pluriel ! De même, aucun pays d'Europe centrale, d'Europe orientale, d'Asie centrale, d'Afrique, d'Amérique, etc., sur lesquels la Russie tsariste ou soviétique avait fait mains basses, n'a jamais, non plus, émergé ou ne s'est jamais développé, selon le modèle russe ou soviétique, grâce à la Russie ou à l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, URSS ! Aucun pays du monde ne s'est jamais construit ou ne se construira jamais grâce à l'assistance des puissances idéologiques et hégémoniques mondiales. En

effet, tous les impérialismes connus de l'histoire, quelles que soient leur origine géopolitique, leur nationalité et leur couleur idéologique, laissent, partout où ils se sont implantés, les mêmes empreintes indélébiles : sous-développement, pauvreté, misère, dépendance, etc.

Malgré ces preuves irréfutables et incontestées de la fourberie et de la cruauté incomparables de tous les impérialismes, la naïveté incompréhensible de la majorité des anciens colonisés de l'Occident collectif fait qu'ils croient aujourd'hui que l'impérialisme russe, qu'ils ne connaissent même pas suffisamment, est plus vertueux que l'impérialisme occidental. Ils refusent même de constater et de réaliser que la quasi-totalité des pays de l'ex-empire tsariste ou soviétique ont pratiquement abandonné la Russie de Vladimir Poutine pour raisons historiques d'emprise et d'exploitation inouïes et insupportables. De même, la naïveté incroyable de l'immense majorité des ex vassaux de la Russie tsariste ou soviétique convaincent présentement ces derniers que l'impérialisme occidental, dont ils ignorent pourtant la véritable quintessence, est plus vertueux que l'impérialisme russe. Or, certaines anciennes colonies de cet Occident pluriel contestent celui-ci. Ils tentent maintenant de le quitter pour les mêmes causes historiques de suprématie extraordinaire et d'exploitation très désagréable. La souffrance endurée sous l'un ou l'autre impérialisme a, en effet, profondément atteint la moelle épinière de la majorité de leurs victimes. Elle a sensiblement amoindri leur capacité de raisonnement et de choix. D'où, leurs rapprochements et ralliements inconséquents, croisés ou à sens inverse, actuellement observés, respectivement à l'impérialisme russe ou à l'impérialisme occidental. Et pourtant, la philosophie politique, la science politique et la sociologie politique nous renseignent et nous préviennent qu'il n'existe au monde aucun impérialisme qui soit vertueux. Tous les impérialismes sont, indistinctement, les monstres les plus froids des monstres. Aucun parmi eux n'est donc le moindre mal. Aucun d'entre eux n'est donc plus vertueux que les autres impérialismes. Seules quelques infimes nuances d'approche, dans leur mode particulier de propagande, illusionnent leurs victimes expiatoires que sont les esprits et les pays faibles. En clair, les quelques pays (Chine, Inde, Brésil, Corée du Sud, Hong-Kong, Singapour, Taïwan, etc.) qui émergent du sous-développement dans

(Suite en page 15).

Une trilogie gagnante conduisant à la fin de la guerre

(Suite de la page 14).

lequel les impérialistes, respectivement japonais et occidentaux, les avaient englués et qui marchent résolument vers leur développement durable, mieux, vers leur indépendance et leur souveraineté, même s'ils s'inspirent de l'expérience des autres et optent généralement pour le mode de production capitaliste, empruntent leur propre voie. Celle tracée à travers les rocs, non par leurs bourreaux, les impérialistes, mais bien plutôt par leurs propres leaders politiques les plus véritablement patriotes, courageux et clairvoyants! Mais, 99% des pays du monde demeurent encore les victimes expiatoires historiques et contemporaines de la domination et de l'exploitation impérialiste, essentiellement démocratique et capitaliste, mais aussi totalitaire et communiste. Même si cette dernière n'a pu concrètement toucher qu'environ un tiers seulement des pays de la terre avant de s'effondrer lamentablement! Or, nous refusons, aujourd'hui, cette posture d'éternels colonisés, néo-colonisés, dominés et exploités. Notre ambition la plus ardente, la plus intime et la plus légitime est de prendre, nous-mêmes, notre destin en mains pour notre propre bonheur. Mais, comment devons-nous nous y prendre?

QUITTER TOUS LES IMPÉRIALISMES.

Nous avons, parmi nous, des sages, des têtes très bien faites, des savants, des érudits et des experts chevronnés dans tous les domaines d'activités. S'ils sont bien mobilisés, bien encadrés, bien motivés, bien canalisés et bien constitués en « think tank » national par le pouvoir suprême, appuyée par toutes les institutions de la République, ils sont capables de réfléchir, indépendamment des puissances idéologiques et hégémoniques mondiales, sur les différents problèmes structurels, organisationnels et circonstanciels qui assaillent, affectent et étreignent notre pays, principalement celui de la guerre de pillage de l'Est, et de dégager des pistes de solutions adéquates. Certes, en attendant l'excellente, la lumineuse et l'incomparable intervention stratégique des illustres précités dans la recherche, la découverte et l'application des solutions appropriées à la guerre mercantiliste de l'Est et à tous nos autres problèmes, nous devons susciter crainte et respect de la part de l'impénitent ennemi rwandais que nous devons obligatoirement bouter hors nos frontières. Dans cet objectif légitime, nous devons nous préparer méticuleusement et conduire consciencieusement notre riposte armée contre lui. Ce devoir civique exige que nous dénichions et écartions, préalablement ou concomitamment, tous les traîtres et autres brebis galeuses qui se cachent

dans toutes nos institutions publiques, dont nos forces armées et de sécurité. En effet, certains problèmes majeurs de notre pays par rapport à l'extérieur sont notamment dus à la mentalité de duplicité et à l'inconscience suicidaire d'une bonne proportion de ses élites affectées dans ces institutions. Cependant, nous devrions, nous-mêmes, chercher et trouver, entre-temps, les voies et moyens les meilleurs susceptibles de sortir autrement notre pays de cette ruineuse guerre de pillage et de l'emprise psychique des impérialismes de tous bords. Dans cet objectif, il nous faut nous débarrasser de notre naïveté légendaire d'éternels dominés, manipulés, corrompus, exploités, etc., pour quitter, stratégiquement et diplomatiquement, tous les impérialismes connus du monde : américain, russe, chinois, britannique, français, japonais, etc. Plus précisément, nous devons arrêter, coûte que coûte, des stratégies susceptibles de nous permettre de ne plus jamais nous laisser enchaîner par l'un ou l'autre de ces monstres les plus froids des monstres, jusqu'à nous faire perdre notre dignité de pays indépendant et de peuple souverain.

Ceci exige que nous suscitions et développons un puissant leadership national susceptible de nous réarmer moralement, de nous rendre politiquement plus conscients, plus déterminés et plus engagés que jamais auparavant dans les activités devant nous conduire à notre libération concrète et complète de l'opprobre rwandais et de toutes les puissances idéologiques et hégémoniques mondiales.

En effet, un leader politique véritablement patriote avisé, qui tient réellement à promouvoir, à défendre et à sauvegarder l'indépendance et la souveraineté de son pays vis-à-vis d'un impérialisme donné (américain, britannique, français, russe ou chinois) ne doit jamais se hasarder, quelles qu'en soient les raisons, à l'offrir immédiatement à un nouvel impérialisme. La sagesse lui recommande plutôt de se douter et de se méfier de tous les impérialismes. Et ce, dans le but d'entamer et de mener, objectivement, sérieusement et courageusement, le processus de reconquête de l'indépendance et de la souveraineté nationales bafouées ou perdues.

S'il fait le contraire, en mettant consciemment et volontairement son pays sous le joug d'un nouvel impérialisme, c'est qu'il a de réelles et profondes accointances avec les tenants de celui-ci. Dans ce cas, son problème est fondamentalement lié, non pas à l'hégémonisme et à la cruauté de l'autre impérialisme qu'il vilipende à souhait, mais bien certainement à ses intérêts personnels, à ceux de ses maîtres externes et à l'idéologie par laquelle ils peuvent, ensemble, plus facilement les atteindre et les

réaliser. Certes, nous devons maintenir nos relations diplomatiques et de coopération au développement avec toutes les puissances idéologiques et hégémoniques mondiales. Car, elles demeurent les détentrices des capitaux de financement de certains importants programmes et projets de développement, des moyens technologiques de transformation ou d'exploitation et de logistique, soubassement indubitable du développement durable.

Mais, il est primordial que nous devenions désormais, vis-à-vis de ces dernières, en tout cas et dans toutes les circonstances, plus prudents et plus vigilants que jamais auparavant. Et ce, pour une bonne raison fondamentale : nous ne devons plus jamais compter, prioritairement et essentiellement, ni sur les Occidentaux seuls, ni sur les Russes seuls, ni sur les Chinois seuls, mais bien plutôt, avant tout et après tout, sur les patriotes congolais, les seuls et uniques véritables responsables attitrés de la conception, de l'élaboration et de la construction de notre commun destin national, africain et international.

Dans ce contexte, nous devrions tester, en les mettant en œuvre, les quelques pistes stratégiques et opérationnelles de sortie de crise suivantes: Cherchons, trouvons et déterminons systématiquement, nous-mêmes, l'identité et l'origine géopolitique de chacune des puissances multinationales occidentales qui arment le Rwanda de Paul Kagame contre notre pays en vue de s'approvisionner frauduleusement, illicitement et indûment en nos minerais critiques et stratégiques et en nos autres ressources naturelles. Ne nous gênons pas du tout, dans ce cas, de faire, avec beaucoup de dignité et de responsabilité, le premier pas en direction de ces dernières. Et ce, dans le noble objectif de parvenir à les transformer stratégiquement, coûte que coûte, en nos partenaires officiels.

Cherchons très activement et obtenons impérativement, mais politiquement et diplomatiquement, de négocier d'égal à égal, le plus officiellement du monde, non pas avec l'impénitent ennemi rwandais de Paul Kagame et sa cohorte de groupes armés et terroristes, mais bien plutôt directement et exclusivement avec les présidences exécutives de ces puissantes multinationales occidentales et les gouvernements de leurs pays d'origine respectifs. Deux objectifs spécifiques immédiats sont à atteindre ici : couper l'herbe sous les pieds du Rwanda de Paul Kagame et de ses divers groupes armés et terroristes et établir, nous-mêmes, des liens objectifs et stratégiques de coopération et de partenariat avec leurs commanditaires actuels. Cherchons, trouvons et déterminons, avec ces derniers, un modus vivendi rationnel, réaliste, opérationnel,

équitable, juste et profitable à tous. Concluons, enfin, avec eux, des contrats d'affaires aboutissant à un marché, non plus de dupes comme dans le cas du fameux contrat chinois, qui vient heureusement d'être révisé en profondeur grâce à la vigilance et au savoir-faire de l'Inspection Générale des Finances, IGF, de Jules Alingete Key, mais plutôt, réellement et pratiquement de gagnants-gagnants.

Demeurons ou entrons en relations diplomatiques et de coopération au développement, non seulement avec les pays d'origine de ces puissantes multinationales occidentales autrefois impliquées dans la guerre de pillage de nos minerais critiques et stratégiques, reconverties en nos partenaires officielles, mais aussi et surtout avec tous les autres pays utiles d'Amérique, d'Europe, d'Asie, d'Océanie et d'Afrique et particulièrement avec toutes les incontournables grandes puissances mondiales, quelles que soient leur origine géopolitique et leur couleur idéologique, etc. Cherchons, trouvons et déterminons, nous-mêmes, les voies et moyens les meilleurs devant mener notre pays, à court terme à sa libération de l'opprobre rwandais et de l'exploitation éhontée de puissantes multinationales occidentales, à moyen terme à son émergence et à long terme à son développement intégral, intégré et durable.

Dans ce but ultime, inventons, éprouvons et empruntons, à l'instar des Chinois, des Indiens, des Brésiliens, des Sud-Coréens, des Hongkongais, des Singapouriens, des Taïwanais, etc., notre propre voie d'émergence et de développement durable. Nous avons, en effet, tous les atouts indispensables pour y parvenir, sauf deux que nous devons obligatoirement cultiver avec le plus d'ingéniosité, le plus d'appétit et le plus d'engagement possible : le patriotisme véritable et la volonté politique inébranlable de mettre fin à la guerre mercantiliste de l'Est, de faire émerger et développer, par nous-mêmes d'abord, par nous-mêmes ensuite et par nous-mêmes enfin, notre propre pays. La coopération avec tous nos partenaires extérieurs ne devrait plus essentiellement servir, dans ce contexte de processus de reconquête de notre indépendance et de notre souveraineté, que d'appui réellement technique sous tous ses principaux aspects convenus ensemble.

Cependant, retenons définitivement que la haine viscérale ou le fanatisme aveugle de l'Occident pluriel, de la Russie ou de la Chine n'est pas et ne sera jamais tout la solution à la guerre de l'Est et à tous les autres problèmes structurels et organisationnels qui étreignent notre pays. La guerre chaude contre ce Rwanda et ses sponsors occidentaux n'a non plus résolu, au cours des trente dernières années, aucun des nombreux et embrouillés

problèmes engendrés par la guerre de l'Est et par les autres problèmes qui étranglent notre pays. Au contraire, la persistance de tous ces facteurs l'enfoncerait davantage dans l'abîme. D'où, affûtons toutes nos armes, non seulement de défense et de sécurité, mais aussi et surtout intellectuelles, politiques et diplomatiques afin de sortir notre pays du trou béant où le minuscule Rwanda, soutenu par de puissantes multinationales occidentales, le maintient depuis 30 ans.

TRILOGIE GAGNANTE.

Irrémédiablement, la solution à la guerre mercantiliste de l'Est et aux multiples et inextricables problèmes du Congo ne se trouve ni dans la ruineuse guerre contre le Rwanda et ses commanditaires occidentaux, ni dans l'alliance spéciale, privilégiée ou exclusive soit avec la Russie de Vladimir Poutine, soit avec la Chine de Xi Jinping, soit avec l'Occident collectif conduit par les États-Unis d'Amérique de Joe Biden, ni dans le repli sur soi-même, mais bien plutôt, avant tout et en dernier ressort, dans la conjugaison simultanée, concrète, rationnelle, pragmatique et responsable de la trilogie gagnante suivante :

■ 1. Le patriotisme sincère, sérieux, engagé, réellement appliqué et vécu de ses propres citoyens et surtout de ses propres autorités publiques; ■ 2. la volonté politique optimale, farouche, implacable et concrètement mise en œuvre et vécue de sa prise en charge effective, profonde et totale par ses propres citoyens, ses propres institutions publiques et particulièrement par son propre gouvernement et, enfin; ■ 3. la diplomatie et la coopération au développement stratégiques, proactives, agissantes et rentables avec le reste du monde et principalement avec toutes les incontournables grandes puissances mondiales. Et ce, dans le cadre du partenariat, au sens plein de ce terme tel que préconisé par les BRICS, rationnellement, politiquement, diplomatiquement, techniquement et stratégiquement mené par nos autorités politiques, nos hauts fonctionnaires et nos autres hauts cadres fondamentalement et réellement imbus de la vertu politique.

Tout cela exige et implique que nous devenions tous, sans aucune exception, plus conscients, plus vigilants, plus responsables, plus pragmatiques et plus rentables que jamais auparavant dans la recherche, la découverte et l'application, par nous-mêmes d'abord, par nous-mêmes ensuite et par nous-mêmes enfin, des solutions appropriées à nos divers problèmes et prioritairement à celui de la guerre de pillage de l'Est, dont l'objectif suprême serait d'émietter notre pays en vue de mieux l'assujettir, l'exploiter et le contrôler.

MUSENE SANTINI BE-LASAYON ■

Meilleur 2024 d'aventure

Jeep Wrangler Gladiator



Le Wrangler et le Gladiator sont des tout-terrains des choix populaires pour les conducteurs qui empruntent fréquemment des routes et autoroutes plus accidentées et plus éloignées, qui s'aventurent régulièrement hors des sentiers battus ou qui pratiquent des sports de plein air tout au long de l'année. DR.

Difficile pour un véhicule d'obtenir le statut d'icône, mais la victoire répétée du Wrangler et du Gladiator en tant que meilleur véhicule d'aventure dans le cadre des Prix AutoHebdo 2024 donne l'impression que c'est facile.

Tout comme le mythique Jeep Wrangler, le Gladiator procède à une mise à jour importante pour son modèle 2024, tant sur le plan esthétique que technologique et mécanique. Visuellement, la camionnette diffère peu de l'année précédente puisque les changements s'avèrent subtils. Dorénavant, l'antenne radio est intégrée au pare-brise ce qui donne un design plus fluide et élimine les chicots de broussailles ou de branches d'arbres sur les sentiers. La grille de calandre redessinée comprend sept lattes verticales amincies qui améliorent le refroidissement du moteur. Par ailleurs, sept nouvelles jantes sont

livrables.

Comme le modèle précédent, il est possible d'incliner le pare-brise. De plus, trois choix de toits et trois types de portières sont offerts. Neuf teintes de carrosseries sont proposées, dont le rouge, le bleu, l'argent, le vert et le jaune. La planche de bord redessinée arbore des buses d'aérations rondes aux extrémités, mais elle affiche également un clin d'œil aux points cardinaux. Les couleurs, les motifs et les matériaux varieront en fonction de la couleur. Par exemple, les Gladiator Mojave ont des accents orangés, alors que les Rubicon sont plutôt rouges. L'instrumentation conserve sa configuration dotée de deux cadrans analogiques et d'un ordinateur de bord mesurant 7 pouces. Les occupants bénéficient d'un nouvel écran de 12,3 pouces qui incorpore le système Uconnect 5 et dont les mises à jour se font à distance. Ce dernier s'avère cinq fois plus rapide que l'itération précédente, et l'affichage montre des couleurs plus riches.

La technologie permet de créer cinq profils d'utilisateurs et des paramètres comme la température, le réglage des sièges, les préférences musicales et le positionnement des rétroviseurs y seront sauvegardés. Un mode Valet est également fourni.

Vous retrouverez les habitudes commodités comme Apple CarPlay et Android Auto sans fil, le système de navigation TomTom livrable et le point d'accès sans fil 4G LTE auquel on peut connecter jusqu'à huit appareils.

PRÉPARÉ POUR LE HORS ROUTE.

Tous les modèles arborant l'écusson Trail Rated ou Desert Rated comprennent une série d'éléments pour le hors route. On retrouve notamment des différentiels Dana 44 à l'avant et l'arrière, une boîte de transfert à deux vitesses, des crochets d'arrimage, trois plaques de protection et une taille de pneu minimale de 32 pouces. La version Mojave utilise des amortisseurs FOX. Ses capacités hors route se traduisent

également par des angles d'approche (jusqu'à 44,7 degrés) et de départ (jusqu'à 26 degrés) prononcés.

La garde au sol s'élève à 294,6 mm et le passage à gué monte à 800 mm. Quatre systèmes 4x4 sont livrables, dont le Command-Trac, le Select-Trac et deux Rock-Trac. Sinon, les aventuriers pourront bénéficier de la fonction Jeep Adventures avec Trails Offroad à même l'infodivertissement.

Sans entrer dans les détails, il s'agit essentiellement d'un guide pour parcourir les divers chemins répertoriés en Amérique du Nord. Le pilote peut également tracer son propre trajet de même que consulter le niveau de difficulté des différents sentiers. Certains détails demeurent inconnus pour le moment, puisque l'on ignore si le moteur turbodiesel fait son retour en 2024. Toutefois, le V6 de 3,6 litres Pentastar est livré de série sous le capot. Produisant 285 chevaux et 260 lb-pi de couple, il peut être jumelé à une boîte manuelle à 6 rapports ou à une

transmission automatique qui compte 8 vitesses. En fonction de la version choisie, la capacité de remorquage varie entre 4.000 et 7.700 lb, alors que la charge utile de la caisse peut monter de 950 à 1.725 lb.

Toujours bâti sur un châssis en échelle, le Gladiator conserve la même configuration de suspension. En revanche, Jeep a apporté des améliorations structurelles pour réduire la sévérité des impacts latéraux.

Sur le plan de la sécurité, les deux rangées de sièges ont maintenant droit à des coussins gonflables latéraux. Pour 2024, le Gladiator propose des ceintures de sécurité munies de pré-tensionneurs et limiteurs de charge pour les occupants arrière. Au moment d'écrire ces lignes, les prix du Jeep Gladiator n'étaient pas encore annoncés de même que certains détails en lien avec les différentes déclinaisons. On sait toutefois que l'ensemble AEV (American Expedition Vehicles) - qui ajoute des pièces et accessoires pour les véhicules tout-ter-

rains - ne sera pas offert sur tous les marchés.

Notons qu'une équipe de plus de 20 experts automobiles recommande en toute confiance ces véhicules tout-terrain aux Canadiens à la recherche d'un véhicule conçu pour fonctionner au quotidien tout en assurant des années de plaisir en famille et d'aventures à venir.

Après avoir examiné tous les modèles de ce segment offerts aux Canadiens, y compris le Ford Bronco, le Toyota 4Runner, le Land Rover Defender et bien d'autres, le jury AutoHebdo 2024 a sélectionné les deux modèles Jeeps comme étant les meilleurs pour s'aventurer hors des sentiers battus. Le Wrangler et le Gladiator constituent les meilleurs choix pour diverses raisons, mais leur robustesse dès la sortie d'usine a toujours été impressionnante. La disponibilité de cette plateforme en trois styles de carrosserie et avec de multiples options de transmission, y compris la puissance hybride rechargeable

(PHEV) livrable sur le Wrangler, rend la gamme encore plus complète. Il est facile de construire votre machine idéale après avoir sélectionné le style de carrosserie et la transmission qui vous plaisent, pour choisir ensuite parmi une longue liste d'équipements et d'accessoires pour la personnaliser. L'année-modèle 2024 apporte des mises à jour stylistiques aux deux modèles et une mise à jour majeure pour le Wrangler, qui est désormais muni de série d'un écran d'infodivertissement de 12,3 pouces et de la disponibilité du groupe motopropulseur 4xe PHEV sur un plus grand nombre de modèles. La nouvelle technologie PowerBox transforme votre Wrangler en une génératrice mobile qui utilise la batterie hybride du moteur pour alimenter simultanément jusqu'à quatre accessoires de 120 volts. Il s'agit d'une nouvelle technologie intelligente adaptée à certaines des plateformes et des moteurs les plus éprouvés du segment.

avec AGENCES

Par le sexe, une ancienne esclave afro-américaine meurt en laissant 30 millions de \$US en argent et en biens

Pour la plupart des gens aux États-Unis et dans le monde, le nom de Priscilla Henry ne signifie rien. Pourtant, cette femme afro-américaine qui a vécu au XIXe siècle a eu une vie digne d'un film hollywoodien.



Image de Priscilla Henry, la riche prostituée afro-américaine qui, à sa mort, a laissé 30 millions de \$US. Une fortune à l'époque. DR.

Elle est née et elle a vécu une bonne partie de sa vie dans l'esclavage. Mais aussitôt qu'elle a obtenu sa liberté, elle a commencé à amasser l'une des plus grandes fortunes de son époque, ce qui lui a permis d'acheter la plantation sur laquelle elle est née. Et tout cela grâce à son rôle de fer de lance dans une activité controversée qui était jusqu'alors dominée par les Blancs : la prostitution.

Henry est née en 1819 dans une plantation de la ville de Florence, dans l'État méridional de l'Alabama, écrit Ashley B. Cundiff, professeur à l'université du Wisconsin (États-Unis), dans sa thèse de doctorat sur la culture des maisons closes dans ce pays d'Amérique du Nord. Cette femme, qui était l'aînée d'une fratrie de six enfants, est restée travailler dans les champs du propriétaire terrien sudiste James Jackson Jr., jusqu'en 1865 au moins, parce qu'il refusait de l'affranchir ainsi que d'autres personnes en son pouvoir. Et ce, bien que l'esclavage ait été formellement aboli par le gouvernement d'Abraham Lincoln deux ans plus tôt, avec la déclaration d'émancipation. Dès qu'elle a recouvré sa liberté, la femme s'est rendue à «Mound City», nom donné à l'époque à la ville de Saint-Louis, Missouri, située à quelque 615 kms au nord de son État d'origine, où elle a commencé à travailler comme employée de maison.

«Henry s'est rendue à Saint-Louis parce qu'à l'époque, les blanchisseuses y gagnaient mieux leur vie que dans

d'autres régions du pays», explique le journaliste américain Julius Hunter, auteur du livre «Priscilla and Babe : From the Shackles of Slavery to Millionaire Madams in Victorian St». Le journaliste a passé six ans à fouiller les bibliothèques, les registres publics et paroissiaux, ainsi que les archives des journaux locaux pour ses recherches sur Henry et une autre maquerelle de l'époque : Sarah «Babe» Conor.

REINE MORTE, REINE COUCHÉE.

Mais la femme affranchie ne passe pas beaucoup de temps à laver des vêtements et à nettoyer des chambres d'hôtel et des séjours, car elle découvre bientôt une activité bien plus lucrative : le sexe. Comme dans d'autres villes situées le long du Mississippi et du Missouri, la prostitution était une industrie florissante à Saint-Louis. «Au XIXe siècle, il y avait jusqu'à 5.000 prostituées à Saint-Louis, alors que la ville ne comptait que 350.000 habitants», explique M. Hunter.

Après la guerre civile, la ville est devenue un pôle d'attraction pour les vétérans désenchantés, les anciens esclaves, les aventuriers et les chercheurs d'or, ce qui explique l'essor du commerce du sexe. Le commerce est devenu si lucratif qu'en 1870, les autorités locales ont temporairement légalisé le travail sexuel et ont commencé à taxer les maisons closes et les prostituées enregistrées. L'incursion d'Henry dans ce sec-

teur n'était pas intentionnelle, mais le fruit d'une tragédie : l'hôtel où il travaillait ayant brûlé, il s'est retrouvé dans une pension de famille où vivaient des femmes qui vendaient leur corps. Et bien qu'elle n'ait pas d'attributs physiques exceptionnels, au contraire certains articles de l'époque la décrivent simplement comme forte ou robuste, sa rencontre avec Thomas Howard, un ancien soldat confédéré qui fut son amant, lui ouvrit les portes du monde du sexe tarifé. Mais cette relation amoureuse et commerciale s'est mal terminée. Howard, venu administrer les biens d'Henry, l'a escroquée et a même été accusé de l'avoir tuée. Une nièce de la dame a affirmé que l'ancien officier en uniforme avait empoisonné Henry avec l'aide de sa cuisinière personnelle, Florence Williams, a rapporté le professeur Cundiff dans ses recherches. Les registres de recensement locaux révèlent que la femme a commencé à gérer une maison close employant cinq femmes noires entre 19 et 30 ans, qui « est devenue lieu de rendez-vous des marins et des aventuriers, blancs et noirs », a décrit le St. Louis Post Dispatch en novembre 1895 dans son article nécrologique sur la mort de Henry.

« Il y avait une dame dans la ville, Eliza Haycraft, qui était la reine des «bordels» et qui, lorsqu'elle mourut en 1871, laissa un vide dont Henry et ses partisans profitèrent parce qu'ils pensaient qu'il était temps pour

les femmes de couleur d'entrer dans le domaine. À sa mort, Haycraft a laissé 30 millions de \$US en biens et en argent», explique M. Hunter. La position libérale de Saint-Louis sur la prostitution contrastait avec sa position conservatrice sur les relations raciales. Ainsi, après la guerre de Sécession, les autorités de l'État ont adopté des lois qui alourdissaient les peines de prison pour ceux qui cherchaient à épouser des personnes d'une autre couleur de peau et pour ceux qui avaient des relations sexuelles avec des personnes d'une autre race.

Pour éviter les problèmes avec les autorités, la femme d'affaires disposait de locaux séparés. Dans certains d'entre eux, elle accueillait des Blancs et dans d'autres des personnes de couleur. Et si les hommes blancs étaient autorisés à se rendre dans les deux établissements, les hommes noirs ne l'étaient pas.

« Elle a structuré son entreprise de manière à pouvoir s'adresser à un public d'hommes blancs, tout en respectant les lois contre le métissage », déclare Mme Cundiff.

« Elle comprenait que ces lois visaient à empêcher les hommes noirs d'avoir des relations avec des femmes blanches, mais qu'elles étaient plus souples lorsqu'il s'agissait d'hommes blancs ayant des relations avec des femmes noires », a-t-il ajouté. « Henry a entretenu une longue relation avec la police pour maintenir cette division pré-

caire des maisons en fonction de la race et, par conséquent, son entreprise a bénéficié d'une protection», déclare l'experte dans sa recherche.

ELLE LAISSE UNE PETITE FORTUNE.

Cette capacité à contourner les réglementations a permis aux affaires d'Henry de prospérer et, au fil du temps, la maquerelle (Dame) a acheté plusieurs maisons dans la ville, qu'elle a transformées en maisons closes ou qu'elle a louées à des collègues pour qu'ils les exploitent comme des maisons closes. « La plupart de ses affaires se faisaient en se serrant la main et, étant donné que le commerce du sexe était interdit pendant la majeure partie de sa vie professionnelle, le fait de s'assurer que les choses n'étaient pas écrites était à son avantage», déclare Mali Collins, professeur au Centre d'études afro-américaines de l'American University à Washington.

«Henry connaissait également la demande de son marché : Saint-Louis est située sur le cours inférieur du Missis-

sippi, où les riverains et les hommes d'affaires se rendaient pour échanger des marchandises. En tant que ville animée avec son propre «Red Light District» florissant (où de nombreuses maisons closes appartenaient à Henry), la femme d'affaires a monopolisé l'industrie de l'escorte», ajoute-t-elle. Au cours des dernières années de sa vie, Mme Henry est retournée dans son Alabama natal, mais non plus en tant que servante, mais en tant que maîtresse et madame.

Elle a fait un geste très inhabituel en achetant la plantation où elle et ses frères et sœurs étaient nés et avaient été forcés de travailler comme esclaves pendant une grande partie de leur vie. «Cet événement aurait dû marquer un tournant dans l'actualité nationale et locale en ce qui concerne l'évolution croissante des activités commerciales des hommes et des femmes noirs américains avant le tournant du siècle», déclare M. Collins. Cependant, les médias de l'époque n'ont pas mis l'accent

sur cet événement ni sur le sens des affaires dont cette femme a fait preuve tout au long de sa vie. « La vieille Priscilla Henry, méchante et notoire, est morte », titrait un journal local à l'annonce de son décès, avant de l'accuser d'avoir encouragé des « passions dépravées ». Au fil du temps, la mémoire d'Henry s'est estompée, ce qui, au moment de sa mort, semblait impossible, car la nouvelle de son décès a été rapportée dans des journaux aussi éloignés que New York et, dans les rues de Saint-Louis, des centaines de personnes se sont alignées pour dire au revoir à son cercueil, a rappelé l'association de la presse historique de Saint-Louis dans un livre intitulé « Pionnières, briseuses de règles et rebelles : 50 femmes invincibles de Saint-Louis ». Le professeur Collins, quant à lui, estime que l'oubli de la maquerelle est une injustice, car elle a contribué non seulement à la lutte contre la discrimination raciale, mais aussi à la libération des femmes.

J. FRANCISCO ALONSO ■

Faites savoir si vous souffrez dans votre intimité

Dans certains pays, le métier de sexologue n'est pas réglementé contrairement au Canada, à la Belgique et aux États-Unis. Dans ces pays, n'importe qui peut se déclarer sexologue sans aucun diplôme particulier. C'est important de bien connaître le professionnel auquel on s'adresse car toute personne peut s'auto-proclamer sexologue ou sexothérapeute. En général, les sexologues ont déjà une expertise dans un autre domaine lié à la sexualité : médecins, psychologues, conseillers conjugaux, sages-femmes, etc. Un sexologue est avant tout un professionnel de santé titulaire d'un DIU, le Diplôme Inter-Universitaire de Sexologie ou de Sexualité Humaine qui s'effectue en trois ans. Attention, lors des

consultations, seuls les médecins sexologues sont autorisés à faire des examens cliniques sur les patients et à prescrire des traitements médicamenteux. «En tant que sexologue clinicienne, s'il y a un besoin d'examens complémentaires, je travaille par exemple avec des dermatologues qui sont spécialisés dans les problématiques de vulve, qui vont pouvoir vérifier s'il y a un trouble organique. Une femme qui souffre de vulvodynie ou de dyspareunie, je ne vais pas proposer une stratégie thérapeutique tant que je ne sais pas s'il y a un problème organique», explique Isabelle Gace, sexologue clinicienne. Le sexologue travaille main dans la main avec d'autres professionnels de santé vers lesquels il redirige ses patients

lorsqu'il suspecte un problème dont la cause est organique. «Je travaille avec des gynécologues, des urologues, des kinésithérapeutes spécialisés dans la rééducation du périnée, notamment pour des femmes en post-partum», poursuit la spécialiste. Il est possible de consulter un sexologue pour diverses raisons : troubles de l'érection, vaginisme, dyspareunie, baisse de libido, anorgasmie... «En sexologie médicale et thérapeutique, on considère qu'il faut que la problématique soit chronicisée depuis au moins 6 mois», précise-t-elle. Toutefois, il n'y a pas de difficultés trop petites ou trop grandes pour prendre la décision de consulter en sexologie. Une bonne question à se poser est : «Est-ce que je souffre dans ma sexualité ?»



Ces mythes sur le plaisir des femmes

Une femme de 54 ans déclare à sa fille qu'elle ignore où se trouve le clitoris.

Nagoski est titulaire d'un doctorat en comportements de santé, avec une spécialisation en sexualité humaine, et d'une maîtrise en conseil pédagogique, tous deux obtenus à l'université de l'Indiana. Il a récemment publié le livre «Come Together : The Science (and Art!) of Creating Lasting Sexual Connections».

Vous dites que l'un de vos objectifs est de démystifier les mythes sexuels courants qui font que les femmes «ne se sentent pas à la hauteur entre les draps». Quels sont certains de ces mythes ? Mon Dieu, il y en a tellement ! Parlons seulement des mythes sur l'orgasme. C'est un mythe que la plupart des femmes ont un orgasme par pénétration : seulement 25 % d'entre elles y parviennent, les autres y parviennent parfois, rarement ou jamais. C'est un mythe de croire que nous aurons un orgasme la première fois que nous aurons des rapports sexuels : seulement 10 % des femmes y parviennent, et la plupart des orgasmes sont obtenus en touchant leurs propres organes génitaux. C'est un mythe de croire que l'orgasme est «le summum du plaisir» : c'est peut-être le cas, mais il existe de nombreuses autres façons d'éprouver un plaisir sexuel intense. En outre, tous les orgasmes ne sont pas du tout agréables. Il y a tellement de mythes que je pourrais littéralement les citer toute la journée.

Y a-t-il un mythe qui a été particulièrement préjudiciable aux femmes ? Un mythe très dangereux est l'idée que l'on peut savoir ce qu'une personne



La lubrification est absolument essentielle, mais si vous ressentez une douleur au contact des organes génitaux, parlez à un professionnel de la santé des crèmes à base d'œstrogènes, qui peuvent aider à restaurer ces tissus. DR.

veut ou aime en se basant sur ce que font ses organes génitaux. La réponse génitale indique simplement que le cerveau remarque quelque chose en rapport avec le sexe, mais cela ne signifie pas que la personne veut ou aime ce qui se passe. C'est ce qu'on appelle une «inadéquation de l'excitation».

La femme met-elle trop de pression sur l'orgasme ?

Les orgasmes n'ont d'importance que dans la mesure où vous décidez qu'ils en ont. S'ils sont très importants pour vous, tant mieux. S'ils ne le sont pas, c'est très bien aussi. S'ils sont importants pour vous, je vous recommande de savoir quel type de stimulation et dans quel contexte vous éprouvez le plus de plaisir. S'ils ne sont pas importants pour vous, je vous suggère d'améliorer la communication avec votre partenaire, afin qu'il/elle sache que ce n'est pas votre priorité et que vous préférez éprouver du plaisir sexuel d'une autre manière. Communiquez avec confiance et joie ; il s'agit de votre corps et de votre sexualité, c'est vous qui décidez comment et quand vous êtes touché(e).

Pas d'orgasmes, pas leur nombre, la fréquence des rapports sexuels ou l'envie de faire l'amour, mais de plaisir. «Le plaisir

est la mesure», «le plaisir est ce qui compte» ?

D'une part, je dis que «le plaisir est la mesure» du bien-être sexuel, parce que c'est ce qu'indiquent les recherches. Lorsque les scientifiques s'adressent aux personnes qui ayant une sexualité extraordinaire, ils ne parlent pas de désir et d'orgasme, mais d'authenticité, de vulnérabilité, d'empathie et de plaisir. Si nous voulons ressembler aux personnes qui ont le genre de relations sexuelles que beaucoup d'entre nous envie, plaçons le plaisir au centre et laissons le désir, l'orgasme et le reste s'occuper d'eux-mêmes. D'autre part, se concentrer sur le plaisir est un moyen sûr de s'assurer que l'on apprécie tous les aspects de la sexualité. Car si le désir nous fait parfois du bien, il est parfois douloureux, source de frustration et d'angoisse. Le plaisir, par définition, ne l'est pas. Je veux vivre dans un monde où nous n'avons que des relations sexuelles que nous aimons et où nous ne nous sentons pas mal de ne pas avoir de relations sexuelles que nous n'aimons pas. Je pense que c'est la partie la plus difficile.

«C'est le bon endroit, de la bonne manière, par la bonne personne, au bon moment, dans

les bonnes circonstances extérieures et dans le bon état intérieur», etc. Quel est le rôle du «bon contexte» ?

Le plaisir est plus complexe et plus subtil que ce que la plupart d'entre nous avons été amenés à croire. D'un point de vue neurologique, il existe dans de petits «foyers hédoniques», qui sont réglés pour être plus ou moins sensibles au plaisir en fonction de l'état du cerveau. Lorsque le cerveau est stressé, les centres du plaisir sont réglés pour interpréter presque toutes les sensations comme une menace potentielle, même celles qui, dans un contexte différent, auraient pu être interprétées comme quelque chose à explorer avec curiosité. C'est lorsque le cerveau est dans un état de curiosité, de sécurité et/ou de jeu que ces centres du plaisir sont réglés pour interpréter presque n'importe quelle sensation comme agréable. L'importance neurologique du contexte explique pourquoi les chatouilles sont parfois agréables. Si vous êtes enjoué, excité et connecté avec un partenaire séduisant et confiant, il se peut que ses chatouilles vous fassent du bien. Mais que se passerait-il si ce même partenaire vous chatouillait alors que vous êtes en pleine dispute ? Ce serait intensément irritant. C'est la même sensation,

c'est même le même partenaire, mais c'est un état interne différent, et votre cerveau l'interprète donc complètement différemment. C'est le pouvoir du contexte. Il faut noter aujourd'hui que lorsque les scientifiques veulent étudier l'orgasme, ils font des scanners cérébraux, car l'orgasme est une fonction cérébrale, contrairement à l'éjaculation, qui est un réflexe spinal. Ce que vous avez énuméré : les sensations, les hormones, les émotions et même les parties du corps, sont toutes des fonctions cérébrales en totalité ou au moins en partie. Les sensations sont perçues dans le cerveau, les émotions sont un produit du cerveau, les hormones influencent le cerveau, et le cerveau possède plusieurs cartes du corps entier, une carte pour percevoir les sensations et une carte pour organiser les fonctions motrices. Votre corps ne ressent rien sans que votre cerveau soit impliqué, vous n'avez pas de fantasmes, pas de connexion émotionnelle. Lorsque les gens ont des difficultés à atteindre l'orgasme, c'est presque toujours parce qu'il y a quelque chose dans le contexte, c'est-à-dire dans les circonstances extérieures et l'état intérieur, qui freine le cerveau.

À propos de cerveau, vous proposez un exercice : se mettre

devant un miroir, le plus nu possible, et noter tout ce qui nous plaît dans ce que l'on voit. Et vous ajoutez : «Bien sûr, votre cerveau sera d'abord inondé de messages culturellement construits sur le fait que votre corps ne correspond pas à l'idéal culturellement construit». Comment cette idée du corps désirable a-t-elle affecté notre sexualité ?

La recherche est très cohérente sur ce point : l'image corporelle a un impact sur le fonctionnement sexuel. L'autocritique associée à toutes les façons dont nous pouvons éprouver des problèmes de sexualité, du plaisir à l'excitation, au désir et à l'orgasme. Pour ressentir du plaisir dans son corps, il faut y porter son attention. Et si cela déclenche toutes sortes d'autocritiques, cela ralentira ou même arrêtera votre réponse sexuelle. En revanche, si, lorsque nous portons notre attention sur notre corps, nous ne ressentons que de l'acceptation de soi et même de la fierté, cela peut activer l'accélérateur sexuel dans notre cerveau.

Beaucoup d'entre nous ont grandi en croyant à un «récit démodé sur le fonctionnement du désir (...) qui n'est pas seulement incorrect, mais aussi malavisé». L'idée de «maintenir l'étré, la passion, dans les relations à long terme est une façon de simplifier à l'extrême le sexe et l'évolution». Pourquoi ?

Le «pourquoi» de cette simplification excessive de la science de l'évolution pourrait faire l'objet d'un livre entier, mais en gros, l'idée que le sexe est censé être une question d'excitation et d'humeur «j'ai hâte de mettre ma langue dans ta bouche» repose sur l'idée que l'expérience amusante de tomber amoureux est et devrait être la même que celle d'être amoureux. Lorsque

deux personnes commencent à se connaître et tombent amoureuses, elles passent beaucoup de temps ensemble à faire des choses sexy, parfois même au détriment d'autres aspects de leur vie. Mais lorsqu'ils sont déjà amoureux et que leur relation est établie, ils passent leur temps ensemble à vivre leur vie normale. Ce n'est pas un problème, c'est inévitable, et pour les personnes qui souhaitent une relation sexuelle à long terme avec une personne avec laquelle elles partagent également un foyer et même des enfants, c'est précisément l'objectif ! Votre relation sexuelle peut être un atout supplémentaire, une source de plaisir qui contribue à la qualité de votre vie commune.

Non pas qu'il y ait quoi que ce soit de mal à vouloir et à créer une «étincelle». Partager le plaisir sexuel fait partie de la façon dont j'exprime mon amour, et je veillerai donc à réserver suffisamment de temps, d'énergie et d'attention pour pouvoir partager des moments sexy avec la personne qui m'est chère. C'est ainsi que procèdent les couples qui ont une relation sexuelle solide à long terme. J'ai eu la sagesse d'apprendre de son exemple, et ma relation est meilleure aujourd'hui qu'elle ne l'a jamais été depuis treize ans que nous sommes ensemble. Retenons que l'idée que les changements hormonaux associés au vieillissement normal signifient que notre sexualité est vouée à l'échec fait partie du mythe du «désir impératif». Il n'y a pas d'impact direct des hormones sexuelles sur le fonctionnement de la sexualité, y compris le désir et le plaisir sexuels, à une exception près : avec des niveaux d'œstrogènes plus faibles, les tissus génitaux peuvent devenir plus fragiles, ce qui entraîne des douleurs.

MARG. RODRIGUEZ ■

Rishi Sunak jure qu'aucune cour étrangère n'empêchera son cabinet de faire décoller les avions vers le Rwanda



Le Premier ministre britannique Rishi Sunak réussit à faire passer sa loi sur le renvoi vers le Rwanda des migrants illégaux mais le vote soulève un tollé. DR

Une «horrible idée, épouvantable». Ainsi, le prince de Galles, avait qualifié le projet de loi Rwanda il y a deux ans. Cette semaine, l'homme devenu Charles III, le souverain, devra apposer sa signature sur ce texte et le ratifier... même en maugréant en son for intérieur. Ainsi va la vie d'un roi, que sa charge contraint à rester silencieux sur les affaires politiques.

Le plan de déportation des demandeurs d'asile vers le Rwanda, très mal vu à Kinshasa, a été adopté dans la nuit de lundi 22 à mardi 23 avril à mardi par le Parlement britannique. «Un changement fondamental dans le traitement de l'immigration», s'est félicité le chef de gouvernement. Rishi Sunak s'était emparé de ce projet, né il y a deux ans, et longtemps considéré comme une chimère avant qu'il ne devienne réalité ce mardi 23 avril. Le projet a donné lieu à une interminable bataille entre la chambre haute, réticente face à ce texte controversé, et la chambre basse. Annoncé il y a deux ans par le gouvernement conservateur de Rishi Sunak et présenté comme une mesure-phare de sa politique de lutte contre l'immigration clandestine, ce projet vise à envoyer au Rwanda les deman-

deurs d'asile - d'où qu'ils viennent - entrés illégalement au Royaume-Uni, notamment en traversant la Manche sur des canots pneumatiques. Adossé à un nouveau traité conclu entre Londres et Kigali qui prévoit le versement de sommes substantielles au Rwanda en échange de l'accueil des migrants, le texte débattu lundi au Parlement visait à répondre aux conclusions de la Cour suprême du Royaume-Uni, qui avait jugé en novembre dernier le projet initial illégal.

«PAYS TIERS SÛR».

Il définit notamment le Rwanda comme un pays tiers sûr. Or, si le Rwanda se présente comme l'un des pays les plus stables du continent africain, son président Paul Kagame est accusé de gouverner dans un climat de peur, étouffant la dissidence et la liberté d'expression. La chambre des Lords, où les conservateurs n'ont pas la majorité, a retardé l'adoption définitive du texte en le renvoyant sans cesse à la chambre des Communes avec des amendements, lesquels étaient à leur tour systématiquement rejetés par les députés. Une manœuvre dilatoire connue sous le nom de «ping pong parlementaire». Les Lords ont notamment voulu exiger que le Rwanda ne soit pas considéré comme un pays sûr jusqu'à ce qu'un organisme de

contrôle indépendant le dise. Ils souhaitent également que les agents, les alliés et les employés du Royaume-Uni à l'étranger, y compris les Afghans qui ont combattu aux côtés des forces armées britanniques, soient exemptés d'expulsion. Au final, la chambre haute, dont les membres ne sont pas élus, a décidé de se plier à la volonté de la chambre des Communes désignée au suffrage universel, et a décidé de ne plus amender le texte,

garantissant son entrée en vigueur. Plus tôt lundi, le premier ministre Rishi Sunak avait assuré que son gouvernement était «prêt» à expulser des demandeurs d'asile vers le Rwanda d'ici 10 à 12 semaines, une fois la loi adoptée. L'enjeu est aussi électoral pour le Premier ministre, au pouvoir depuis dix-huit mois, alors que les conservateurs sont donnés largement perdants des élections législatives qui se profilent. «Nous sommes prêts», «ces

vols décolleront, quoi qu'il arrive», a martelé dans la matinée le Premier ministre lors d'une conférence de presse. Le gouvernement a mobilisé des centaines de personnels, notamment des juges, pour traiter rapidement les éventuels recours des migrants illégaux, et débloqué 2.200 places en détention pour eux en attendant que leurs cas soient étudiés. Des «avions charter» ont été réservés, a ajouté M. Sunak, alors que, selon des médias,

le gouvernement a peine à convaincre des compagnies aériennes de contribuer aux expulsions. «Aucune cour étrangère ne nous empêchera de faire décoller les avions», a insisté Rishi Sunak, répétant le mantra des conservateurs depuis que de premières expulsions vers le Rwanda avaient été bloquées par la justice européenne. Le projet de loi du gouvernement est fortement critiqué par l'opposition travailliste, des associations d'aides au migrants, le chef

de l'Église anglicane et jusqu'à au Haut-Commissaire de l'ONU aux droits de l'homme Volker Türk, qui a estimé qu'il va «à l'encontre des principes fondamentaux des droits humains». Après un record en 2022 (45.000), puis un reflux en 2023 (près de 30.000), plus de 6.260 personnes ont effectué la traversée clandestine sur des canots depuis le début de l'année en cours, une hausse de plus de 20%.

avec AGENCES ■

Tollé après l'adoption de la loi britannique

De l'ONU aux Églises chrétiennes, les appels se sont multipliés mardi 23 avril pour exhorter Londres à renoncer à expulser des demandeurs d'asile vers le Rwanda, après l'adoption par le Parlement d'une loi qualifiée d'«historique» par le Premier ministre Rishi Sunak. Au petit matin, Rishi Sunak s'est félicité de l'adoption d'une législation «historique» qui «établit clairement que si vous venez ici illégalement, vous ne pourrez pas rester». L'ONU a demandé à Londres de «reconsidérer son plan», dénonçant des lois britanniques «de plus en plus restrictives qui ont érodé l'accès à la protection des réfugiés» depuis 2022. Les rapporteurs spéciaux auprès des Nations Unies

sur le trafic d'êtres humains, sur les droits des migrants et sur la torture ont prévenu que les compagnies et autorités aériennes qui faciliteraient les vols concernés «pourraient être complices d'une violation des droits humains protégés au niveau international».

DANGEREUSE TRAVERSÉE.

Le Haut-Commissaire aux droits de l'homme, Volker Türk, et son homologue en charge des réfugiés, Filippo Grandi, ont appelé le gouvernement «à prendre plutôt des mesures pratiques pour lutter contre les flux irréguliers de réfugiés et de migrants, sur la base de la coopération internationale et du respect du droit international des droits de l'homme». Le commissaire du Conseil de l'Europe pour les droits de

l'homme, Michael O'Flaherty, a dénoncé dans ce texte une «atteinte à l'indépendance de la justice». Le Conseil de l'Europe qui réunit 46 membres, dont le Royaume-Uni, est dépositaire de la convention européenne des droits de l'homme, en application de laquelle la Cour européenne des droits de l'homme avait stoppé in extremis en juin 2022 un premier vol vers le Rwanda. De son côté, Kigali s'est dit « impatient d'accueillir les personnes relocalisées au Rwanda » via cet accord qui lui rapporte des dizaines de millions d'euros. Le gouvernement conservateur britannique, à la peine dans les sondages à quelques mois des élections législatives, a fait de la lutte contre l'immigration illégale une priorité, et a promis de «stopper les

bateaux» de migrants qui traversent clandestinement la Manche. Venant rappeler les dangers de ce périple à travers des eaux très fréquentées et très froides, cinq migrants, dont une petite fille de 4 ans, sont morts tôt mardi en tentant de traverser la Manche dans un petit bateau parti de France avec plus de 110 personnes à bord. Le projet vise à expulser des migrants arrivés illégalement, d'où qu'ils viennent, vers le Rwanda, qui examinera leur demande d'asile. Quelle que soit l'issue, ils ne pourront pas revenir au Royaume-Uni, qui compte sur l'effet dissuasif d'une mesure sans équivalent en Europe. Ce projet est une «honte nationale» et il «laissera une tache sur la réputation morale de ce pays», a réagi Amnesty International. Les respon-

sables des Églises chrétiennes ont réitéré dans une déclaration commune leurs «profondes craintes» quant au précédent qu'établit ce texte quant au traitement «des plus vulnérables». Dans une déclaration à l'Agence France Presse, le directeur général de l'organisation Care4Calais Steve Smith a jugé le plan «impraticable», «brutal» et «qui ne réussira pas à mettre fin aux traversées de la Manche». Londres devrait «se concentrer plutôt sur la tâche vitale consistant à traiter les demandes d'asile de manière juste et rapide», a réagi Enver Solomon, du Refugee Council. Le chef de l'opposition travailliste Keir Starmer, grand favori pour être le prochain Premier ministre, a écrié un «gadget» qui «coûte absolument une fortune».

Donald Trump devant ses juges

Le procès pénal du milliardaire républicain de 77 ans Donald Trump s'est ouvert lundi 22 avril à New York.

Il s'est poursuivi mardi. Donald Trump est revenu au tribunal de New York, où son procès pénal pour des paiements dissimulés à une ancienne star de films X a repris par l'examen de possibles sanctions pour outrage, à cause de ses attaques contre témoins et jurés. Premier ex-président de l'histoire des États-Unis à comparaître au pénal, il est exposé au risque d'une condamnation judiciaire en pleine campagne électorale lors de ce procès. Mais alors que les débats sur le fond ont à peine commencé, lundi, le tribunal a dû se pencher mardi matin sur la parole débridée du candidat des républicains à la présidentielle de novembre sur son réseau Truth Social et d'éventuelles violations de l'interdiction fixée par le juge Juan Merchan d'attaquer témoins ou jurés.

PRISON OU AMENDE. «Ces attaques contre les témoins violent clairement cette interdiction», a lancé l'un des procureurs, Chris Conroy, qui a pris pour exemple une dizaine de publications sur les plate-formes de Donald Trump. La majorité des attaques visent l'ancien avocat de Donald Trump, Michael Cohen, devenu son ennemi et le témoin clé de l'accusation. Donald Trump a aussi repris à son compte des propos de Jesse Watters, un animateur en vue de la chaîne préférée des conservateurs Fox News, assurant sans preuve qu'«ils sont en train de choisir des activistes progressistes infiltrés qui mentent au juge pour faire partie du jury». Le lendemain de cette publication, une jurée avait jeté l'éponge, disant craindre d'être reconnue. «Ce qui s'est passé ici, c'est précisément ce que cette interdiction devait empêcher, mais le prévenu s'en moque», a insisté le procureur. Donald Trump «est au courant de cette interdiction, il sait ce qu'il n'a pas le droit de faire, mais il le fait quand même», a ajouté le représentant du ministère public. Pour punir d'éventuels outrages au tribunal, le juge peut ordonner des amendes mais aussi un emprisonnement n'ex-cédant pas 30 jours.



L'ex-président républicain Donald Trump, seul candidat des Républicains jugé au pénal. DR.

Le procureur a demandé au juge de prononcer les amendes maximum (1.000 \$US par publication incriminée) et un rappel à Donald Trump qu'une incarcération reste «une option si nécessaire». Le juge Juan Merchan a mis sa décision en délibéré après avoir écouté les arguments de la défense, sans se montrer visiblement convaincu.

COMLOT. «Vous perdez toute crédibilité. Je dois vous le dire, vous êtes en train de perdre toute crédibilité vis-à-vis du tribunal», a-t-il lancé à l'avocat de Donald Trump, Todd Blanche, quand ce dernier a assuré que son client «faisait très attention à respecter (les) règles». Donald Trump est jugé pour 34 falsifications de documents comptables de son groupe d'entreprises, la Trump Organization, pour dissimuler le paiement de 130.000 \$US à l'ancienne star de films X Stormy Daniels dans la dernière ligne droite de la campagne présidentielle de 2016. L'argent avait servi à acheter le silence de l'actrice qui affirme avoir eu une relation sexuelle en 2006 avec le milliardaire républicain - ce qu'il nie - alors qu'il était déjà marié à Melania Trump. En présentant les charges au jury, les procureurs de Manhattan ont accusé lundi Donald Trump d'avoir «orchestré un complot criminel» pour fausser le jugement des électeurs avant le scrutin de 2016 et sa victoire

serrée contre Hillary Clinton, puis d'avoir «menti dans des documents comptables» pour «dissimuler» ce stratagème. Faux, a rétorqué la défense, qui a assuré que Donald Trump était «totalement innocent» et que les paiements n'avaient rien d'illégal. «Où est le crime dans tout ce qui vous a été décrit ?», a balayé l'avocat de Donald Trump, Todd Blanche, en réponse à l'accusation. Qualifiant les documents comptables au cœur de l'affaire de «morceaux de papiers, rien d'autre». Mais l'équipe du procureur Alvin Bragg entend prouver qu'il s'agit au contraire de manœuvres frauduleuses pour cacher des informations aux électeurs quelques jours avant le vote. «C'est de la fraude électorale, purement et simplement», a asséné l'un des procureurs, Matthew Colangelo, devant les douze jurés. «Le prévenu Donald Trump a orchestré un schéma criminel pour corrompre l'élection présidentielle de 2016, a-t-il expliqué. Puis, il a dissimulé ce complot criminel et a menti, encore, encore et encore, dans ses documents comptables à New York». S'exprimant à la presse juste avant d'entrer dans la salle d'audience mardi, l'ancien président des États-Unis a concentré ses attaques sur son rival dans la course à la Maison Blanche, Joe Biden. Il l'a tenu responsable des tensions sur les campus universitaires à cause de la guerre entre Israël

et le Hamas et l'a attaqué sur ses positions sur le conflit. «Ce n'est pas un ami d'Israël, c'est certain. Et ce n'est pas non plus un ami du monde arabe», a-t-il lancé. Les débats sur le fond du dossier ont repris vers 11:00' (15h00 GMT). Après une première semaine consacrée à la sélection du jury, le décor est planté : 12 jurés titulaires, sept hommes et cinq femmes, et six suppléants prêts à juger Donald Trump dans cette affaire. Le procès est donc entré lundi dans le vif du sujet. «C'est un jour très, très, triste pour l'Amérique», a lancé Donald Trump lundi avant d'entrer dans la salle d'audience, en dénonçant «une chasse aux sorcières» et une opération politique menée depuis la Maison-Blanche. Sur sa plate-forme Truth Social, le milliardaire avait de nouveau fulminé dans la nuit de dimanche à lundi contre Juan Merchan, le juge qui préside les débats, qu'il a qualifiés de «corrompu». «C'est un simulacre» de procès, a-t-il aussi écrit en lettres capitales. Nul doute, «cela va être le procès le plus sensationnel probablement de l'Histoire américaine», estime l'ancien procureur new-yorkais et professeur de droit à l'université Pace de New York, Bennett Gershman. Si Donald Trump a toujours démenti ces accusations, les procureurs feront appel à plusieurs témoins. Ils devraient dévoiler les dessous de la campagne présidentielle et

raconter que d'autres allégations embarrassantes avaient été étouffées grâce à la complicité d'un tabloïd américain qui achetait les informations pour ne pas les publier. «Chaque jour, nous allons entendre des témoignages dommageables pour Donald Trump», pronostique Bennett Gershman. Les jurés seront confrontés, entre autres, à ceux de Stormy Daniels elle-même, ou de l'ancien avocat de Donald Trump, Michael Cohen, devenu l'un de ses pires ennemis. C'est lui qui avait payé l'actrice, à la demande de son patron selon lui, avec ses propres deniers, et il a déjà été condamné par la justice dans cette affaire. La défense compte pilonner la crédibilité des témoins, et notamment celle de Michael Coehn, également condamné pour mensonges devant le Congrès.

avec AGENCES ■

Le journal Le Soft International est une publication de droit étranger propriété de FINANCE PRESS GROUP en abrégé FINPRESS Groupe, FPG.

FINANCE PRESS GROUP
RCCM
KIN/RCCM/15-A-27926
Id. Nat.
01-93-N00932M

Le Soft International
Global site
lesoftonline.net
lesoft.be
Kin's
kin-s.net
LeSoftConcept
LeWebSoftConstruct
InterCongoPrinters
Radio Télé Action
Masimanimba.
Grand Bandundu
info@lesoft.be
SIP-AFRIMAGES
B-1410 Belgique.
Tél 00-32-488205666.
Fax 00-322-3548978.
eFax 00-1-707-313-3691

DIRECTEUR GÉNÉRAL.
Yerkis Muzama Muzinga.
Phone +243-818371479.

Directeur associé
Yves Soda.

RÉDACTION.
T. Matotu
D. Dadei
Alunga Mbuwa.

DIRECTION COMMERCIALE.
Phone +243-818371479.

Directeur de la publication.
Mankana Makasi.
AMP Agences et Messageries de la Presse belges. Accords spéciaux.
Belgique. Trends, Tendances.
Le Vif/L'Express. Knack.
© Copyright 2024 FINPRESS.
Imprimé à Kinshasa
InterCongoPrinters

Autorisation
de diffusion en R-DC.
M-CM/LMO/0321/MIN/08 datée 13
janvier 2008.

